CITÉ LIBRE

35¢

XIIIe année No 44 FEVRIER 1962 NOUVELLE SÉRIE

UN PRÊTRE PARLE :

"ÉVOLUTION OU RÉVOLUTION"

(lire en page 4)



SOMMAIRE

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adopté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne et due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 18 novembre 1961, est formé des personnes suivantes:

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT:
Jean Dostaler

VICE-PRÉSIDENT:
James Hodgson

SECRÉTAIRE:
Claude Longpré

TRÉSORIER:
Yves-Aubert Côté

ADMINISTRATEURS:
Benoit Baril
Jacques Hébert
J.-Z.-Léon Patenaude
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

COMITÉ DE SURVEILLANCE:
Roland Parenteau, président
Marc Lalonde
Jean Marchand

ARCHIVISTE:
Pierre Tanguay

VÉRIFICATEUR:
Jean-Guy Rousseau, C.A.

Sommaire

La maquette typographique est de Gilles Robert

XIIIe année, No 44
Février 1962

Revue mensuelle

Comité de rédaction

Co-directeurs :
Gérard Pelletier
Pierre-Elliott Trudeau

Secrétaire de la rédaction:
Jacques Hébert

•

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité libre

Imprimé à Montréal par
Cossette et Fils Ltée

Autorisé comme envoi postal de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration
3411, rue Saint-Denis
Montréal 18 — VI. 9-2228

Service des abonnements:
Cité Libre
C.P. 10 — Montréal 34
LA. 6-3361

Abonnement annuel: $3.50
Abonnement de soutien: $10

Vente au numéro:
Les Messageries Coopératives de Montréal
411, rue Saint-Claude
Montréal — Tél.: 866-5448

CITÉ LIBRE

NOUVELLE SERIE



Jean Le Moyne: écrivain nécessaire

Gérard Pelletier

JE N'AIME rien moins que les collections d'articles, articulets et textes de conférences dont certains auteurs composent des livres. Ce genre d'ouvrage m'est suspect à priori. Je me défends mal, toujours, de les attribuer à quelque manque de "sitting power" chez leurs auteurs.

Ainsi, chez nous, trop de journalistes (je sais de quoi je parle), incapables de rester assis, le temps qu'il faudrait, à une table de travail et par ailleurs trop faibles pour résister à la tentation de publier un livre, commettent des recueils sans âme. Peut-être l'occasion et les circonstances conféraient-elles à ces causeries, au moment où elles furent prononcées, la couleur et le mouvement, l'illusion de la vie. Mais figés entre les pages d'un livre, les mêmes textes deviennent exsangues et présentent l'intérêt d'une feuille de calendrier...

x x x

Ceci dit, je m'empresse d'ajouter que je n'ai pas lu, de fort longtemps, un livre aussi vivant, aussi robuste, aussi riche en sève que les *Convergences* de Jean Le Moyne. Et pourtant, c'est un recueil d'articles, de conférences et de courts essais rédigés sans plan d'ensemble sur une période de plus de vingt ans.

Qu'est-ce à dire sinon qu'un écrivain exceptionnellement doué peut infuser la vie aux genres les plus douteux ?

Il suffit que Jean Le Moyne trace un paragraphe, voire une seule phrase, pour que la page s'anime. Le sujet le plus rabattu, le thème le plus rébarbatif prennent un intérêt passionnant du seul fait qu'il les aborde. Dans les trois cents pages de *Convergences*, vingt fois, Le Moyne accepte ce défi et gagne. Quand il pose le titre en tête de chaque essai, on pourrait croire qu'il se moque de nous : aucune concession, aucune précaution, rien pour tirer l'oeil ou rassurer la paresse bien connue du

lecteur. Ça vous affriole, vous, "La femme et son avenir ecclésial"? Mais lisez la première phrase :

Posons à un clerc intelligent et normal une question fort indiscrète et empressons-nous gentiment de répondre pour lui. Qu'est-ce que l'Eglise apporte en réponse aux exigences de la femme contemporaine?

Pas grand'chose, en vérité.

Vous aurez bientôt dévoré les quelques pages de l'essai et vous trouverez que le point final vient trop tôt. Lire Le Moyne c'est comme écouter Bach, par exemple la *Cantate pour le XIXième dimanche après la Pentecôte*. Le titre n'est guère attrayant, mais il suffit d'entendre le thème initial pour être embarqué... après quoi tout n'est plus que force et magie. Albert Béguin confia jadis à ses amis : "Jean Le Moyne, plus que tout autre homme de ma connaissance, me rappelle Georges Bernanos". En refermant *Convergences*, il me vient cette paraphrase : "Jean Le Moyne, plus que tout autre Canadien, me fait songer à un grand écrivain".

D'abord par la vigueur de sa pensée.

A travers vingt années, un essayiste rédige des textes : certains courts, d'autres plus longs, dans tous les registres et sur une foule de sujets sans liens apparents : "Lectures anglaises", "Jeunesse de l'homme", "Le journaliste et l'intérieure occupation", "Les frères Marx" (eh! oui : Harpo, Groucho...), "Rencontre de Schubert", etc. La recette même du salmigondis. Or, vous avancez dans ce livre comme à travers un édifice rigoureusement construit "et de tel art tendu qu'il semble que tout sonne sous l'ongle", dirait Claudel. Peu importe le sujet : un homme parle, une pensée s'exprime, claire, forte, prompte à saisir son objet, éclairée de brusques intuitions, esquissant ça et là d'étonnantes voltiges et cependant collée au réel, solidement posée sur quelques grands thèmes fondamentaux dont on ne s'éloigne jamais que pour les retrouver plus lumineux d'une page à l'autre.

Jean Le Moyne voudrait imiter qu'il ne le pourrait pas. C'est involontairement qu'il vous fait songer à Claudel, par la profonde connaissance des Ecritures qui baigne tous ses textes; à Chesterton, par un sens aigu du paradoxe et un humour tantôt féroce, tantôt bonhomme et toujours robuste; à Bernanos par un aspect phosphorescent, visionnaire de sa vie intérieure: à qui encore...? mais le style ne fait penser... qu'à Jean Le Moyne et à nul autre. Elle lui appartient en propre cette façon unique de manier une langue dont il connaît à fond toutes les ressources, de bousculer les substantifs par des épithètes inattendues, de passer, au sein du même paragraphe, du vocabulaire noble aux plus expressifs de nos termes populaires.

Lisez les lignes suivantes sur l'inexistence des personnages féminins dans notre littérature :

A qui attribuer ce désastre monotone? (...) je n'espère plus rencontrer chez un écrivain canadien-français la surprise d'une vraie femme. Et pourquoi? parce que la parenté est arrivée pour ne plus s'en aller. Parce que nous sommes toujours en famille et que notre maudite famille nous réduit tous à la même expérience aliénante. Nous nous connaissons par coeur les uns les autres et qui d'entre nous peut nous surprendre?

Quant à la démarche spirituelle de l'auteur, on est tenté d'en dire ce qu'il écrit lui-même au sujet d'Israël : "...il ne se meut qu'en soulevant autour de lui des remous d'éternité". Car ce livre constitue avant tout un extraordinaire témoignage, une éclatante démonstration, comme quoi une pensée religieuse fortement enracinée dans la foi peut assumer en profondeur toute la réalité d'aujourd'hui. Pour Le Moyne, tout est "considération théologale", selon son propre terme, qu'il médite sur Rabelais, sur Mr. Pickwick, sur Wagner ou sur la pauvreté de notre atmosphère religieuse. Et ce n'est pas en *dépit* de ses perspectives chrétiennes mais *à cause* d'elles que Le Moyne comprend, saisit en profondeur les plus grandes oeuvres de l'esprit humain et les plus désespérantes de nos faiblesses.

x x x

Nous appelions une pensée religieuse alliée à une grande intelligence dotée d'une culture riche : nous souhaitons une démarche audacieuse et libre, dénuée de toute peur, capable d'aborder de face toutes les questions qui nous confrontent. Avec *Convergences*, la certitude nous est donnée que nous possédons cet homme indispensable, cet écrivain nécessaire.

Il nous reste à lui dire, comme s'il pouvait l'ignorer, à quel point nous avons besoin de l'oeuvre qu'il peut nous donner.

★

ÉVOLUTION ou RÉVOLUTION

Un prêtre

Le Directeur de Cité Libre *exprime son désir de lutter contre le cléricalisme et d'accepter la collaboration même des incroyants pour atteindre le but poursuivi: la mort du cléricalisme*[1]*. Il ajoute: "Il s'agit de poursuivre un objectif qui nous est commun, sans exclure aucune collaboration, fût-ce celle de certains clercs qui poursuivent la même lutte."*

Je suis un clerc et je viens apporter ma modeste contribution à l'oeuvre commune. Je n'ai pas sollicité la permission de mon Ordinaire pour écrire ces lignes, pour la simple raison que je considère cette permission comme un cas flagrant de cléricalisme. Il sera d'ailleurs facile de se rendre compte de cette évidence à mesure que se développera cet article.

L'auteur

DEPUIS plus d'un an nous assistons, au Québec, à un phénomène de déblocage des esprits qui est d'autant plus foudroyant dans sa progression que le mouvement opposé de refoulement avait été long et oppressif. Rien là que de très réjouissant, parce que l'action souterraine, sourde, haineuse me paraît infiniment plus pernicieuse. Et pourquoi ne pourrait-on pas s'entendre entre gens adultes et intelligents? Cet article voudrait faire un examen juste et serein des positions en présence.

Le fond du problème, sous-jacent aux différents phénomènes observés et aux faits ou événements déjà arrivés, classés ou prévisibles, me semble être extérieurement un éclatement des cadres sociaux théocratiques et intégristes du Québec, mais essentiellement et plus profondément, une revalorisation, provoquée par les événements, du catholicisme canadien-français. Qu'on le veuille ou non, il faut repenser notre catholicisme. Et cela me procure le même sens d'exaltation et de pureté que j'ai déjà éprouvé à me trouver seul au sommet d'une haute montagne, un jour radieux de printemps. Pour reprendre un cliché quelque peu usé, nous en sommes arrivés à la minute de vérité. Moment que je ne croyais plus possible, qui me fait l'impression en tout cas que la délivrance fait à un prisonnier.

Dans ce faisceau de réactions émotives qui a marqué l'éclatement des cadres dont je parlais, il y a deux facteurs importants à mon sens. Le premier, c'est la multiplicité des groupes et des opinions des prolétaires, et le second, c'est l'émotivité même qui me paraît chez certains groupes (pas chez tous) plus fondamentale et essentielle que les principes de base du mouvement lui-même.

LA MULTIPLICITE DES GROUPES

Il ne s'agit pas de faire un examen des sincérités ou un procès d'intentions. Je suppose à priori que tous sont aussi sincères que moi, au moins au moment même de leur action, dans l'emportement. Je pose aussi en principe que tous ceux qui veulent un changement luttent contre un abus, ce qui, dans mon esprit, équivaut à éliminer le sectarisme (si fragile que soit mon hypothèse). C'est sous cet éclairage que je commence à explorer le problème.

LES POSITIONS DE L'EGLISE CANADIENNE

L'Eglise a le tort, à mon avis, d'être trop monolithique. Ce qui distingue le catholicisme romain du protestantisme, c'est la priorité essentielle accordée à la Tradition sur l'Ecriture. Au point de vue théologique, les catholiques sont d'accord sur ce point fondamental. Cependant, des habitudes séculaires de vie en milieu catholique ont vite fait de fausser cette perspective essentiellement ecclésiale, dont la ligne directe remonte aux apôtres et à l'Evangile du Christ. Ce que le pouvoir des chefs a voulu poser comme base essentielle du dogme, les habitudes de l'esprit qui sont systématisantes et parfois sclérosantes, alliées aux simplifications systématiques du fonctionnarisme ecclésiastique, l'ont étendu abusivement à toute la vie catholique. Pour parler un langage plus concret, l'habitude de la Tradition, chez le clerc, lui donne une affinité et un goût instinctif pour toute espèce de tradition. De là à devenir traditionaliste, il

1 *Cité Libre*, janv. 1960, "A Mots Découverts", p. 17.

n'y a qu'un pas. Mais cette façon de raisonner est dangereuse, car, selon l'expression de Pelletier, "elle survole les personnes pour aller droit au phénomène". Je l'ai crue nécessaire au début de cette argumentation parce qu'elle accentue un point fondamental, à mon sens.

Reprenant mon expression de monolithique, je l'applique à l'Eglise du Québec. C'est ce monolithisme même qui l'a fait tomber dans l'intégrisme. Les deux rejetons qui sont sortis de cette déformation grimaçante du vrai catholicisme, ce sont : l'intolérance et l'épiscopalisme. Car l'Eglise du Québec souffre d'épiscopalite aiguë. La plus auguste victime de ce mal insidieux fut Mgr Joseph Charbonneau.

C'est ici le lieu de s'arrêter et de ne pas se contenter d'une affirmation. Ce n'est un secret pour personne que la raison profonde de la démission du prélat, ce fut l'opposition constante et l'étroitesse de vues d'une majorité de ses collègues dans l'épiscopat. C'est leur pression sur Rome, jointe à l'incidence d'un événement à caractère politico-social, qui a porté l'administration centrale à le désavouer. Geste que Rome a d'ailleurs regretté et dont elle s'est presque excusée par la bouche du délégué apostolique.

Par ailleurs, le caractère tâtillon et despotique d'un certain nombre d'évêques est fort bien connu. Un de ces derniers a fait enrager le personnel d'un hôpital de Montréal pendant des semaines, après avoir été victime d'un grave accident de la route dont les suites le firent passer de vie à trépas, quelques mois plus tard. Son clergé eut un immense soupir de soulagement à sa disparition. Une couple d'autres sont célèbres pour leurs interventions en périodes électorales. D'autres sont des "bénisseurs" de ponts. Il y en a qui ont entrepris un marathon avec la mort pour faire enrager et se blaser leur auxiliaire dont ils ont fait un simple curé de la cathédrale.

Voici un petit fait authentique. Un évêque d'un petit diocèse, presque nonagénaire, avait appris qu'un de ses curés était à l'article de la mort. Lui-même revenait d'un séjour à l'hôpital où il avait failli mourir. Il alla donc rendre visite à son curé dans l'intention avouée de lui demander sa démission. Celui-ci trouva la force de lui répliquer : "Lorsque vous avez failli mourir récemment, Excellence, je ne me rappelle pas vous avoir vu remettre votre démission." On rapporte que le prélat signifia à son secrétaire et chauffeur d'aller mettre la voiture en marche. Morale : il faut avoir l'élégance de ne pas exiger des autres des élégances dont on est soi-même incapable.

L'égoïsme de certains évêques est une chose effarante. Alors que des diocèses comme Montréal manquent gravement de prêtres, certains autres petits diocèses en regorgent, mais l'évêque refuse même d'en prêter[2]. Lors de la campagne en faveur de l'aide à l'Amérique latine, il a fallu l'intervention du délégué apostolique pour forcer quelques évêques à céder des prêtres. Les préjugés de certains évêques sont d'une incroyable stupidité. Pour eux, par exemple, le ministère des aumôniers militaires est un pis-aller. Ils refusent de fournir leur quote-part d'aumôniers, ou bien ils laisseront aller les sujets qui leur causent des ennuis et des difficultés. Ce qui est une preuve de la mentalité faussée qui préside à ces nominations. Comme si ce champ de la vigne du Seigneur était un champ maudit ! Il me semble qu'à cause même des difficultés inhérentes à ce genre de ministère, on devrait lui fournir les meilleurs et les plus solides candidats.

Combien d'autres exemples pourraient être cités, mais cela rendrait trop extensible le cadre de cet article. Trop d'évêques sont de petits tyranneaux. Les pouvoirs épiscopaux, les droits et les devoirs des prêtres, la discipline ecclésiastique sont des domaines qu'il faudrait repenser entièrement et refondre d'une manière qui soit adaptée au XXe siècle et non plus au Moyen Age ou à l'époque du concile de Trente. J'ai déjà dit que les réformes devraient inclure une législation diocésaine permettant au laïcat de faire entendre sa voix ainsi qu'à l'ensemble du clergé. L'évêque n'est-il pas le chef du peuple de Dieu ? A-t-il le droit de refuser de l'écouter ? Une série de mesures devrait rapprocher l'évêque et le prêtre de la façon de vivre de son peuple. Il faudrait laisser de côté la pompe et les costumes distinctifs. Il faudrait cesser d'avoir peur de se "séculariser". Ce n'est qu'à ce prix qu'on touchera la masse. Aux temps apostoliques, le prêtre et l'évêque étaient-ils si loin du peuple ? S'habillaient-ils autrement que lui, vivaient si différemment ? Saint Paul demande, comme minimum requis, qu'on choisisse comme évêques des hommes n'ayant pas eu plus d'une seule épouse. Il serait peut-être bon que certains prêtres aient eu l'expérience du mariage. Cela leur permettrait de soupçonner à tout le moins le problème angoissant de la limitation ou régulation des naissances et éclairerait leur jugement au tribunal de la Pénitence ; ils y pourraient tempérer les rigueurs de la Justice par l'amour et la charité du Christ. Ils verraient dans une lumière d'humanisme chrétien les difficiles problèmes de la sexualité au XXe siècle[3]. Au lieu d'être des

---

2 A Montréal, certaines paroisses de 2,000 familles et plus n'ont encore qu'un seul vicaire, alors que, dans un petit diocèse, une paroisse de 500 âmes possède deux vicaires (qui se tournent les pouces . . .)

3 Voir *Esprit*, novembre 1960.

guides qu'on tolère ils deviendraient peut-être des inspirateurs entraînants. Serait-ce vraiment là un rêve impossible dans un monde qui se passe de plus en plus de Dieu ?[4]

L'esprit négatif, l'esprit des barrières et des serres chaudes en tout cas, est celui d'un âge révolu. A cet égard, je considère comme un fléau l'esprit sulpicien (au Canada). Notre archevêque se demande pourquoi se tarit sa source des vocations. La réponse ne serait-elle pas de ce côté-là ? Je ne suis pas loin de penser que la première et la plus fondamentale cause de cette diminution des vocations sacerdotales est l'esprit sulpicien. (Je dis bien l'esprit ; car il est de toute évidence que les tenants de cet esprit ce sont surtout des Sulpiciens, mais "tous n'en sont pas frappés" et d'autres que des Sulpiciens s'en sont imprégnés.) Ce qui produit le paradoxe suivant. Si l'Ordinaire de Montréal veut augmenter les vocations dans son diocèse il lui faut vider le Grand Séminaire... de l'esprit sulpicien. Soit en enlevant la direction du Séminaire aux Sulpiciens pour la confier au clergé séculier[5] (ce qui serait peut-être trop extrême, étant donné le rôle des Sulpiciens dans l'histoire de Montréal), soit en chassant l'esprit sulpicien, mais pour cela il faudrait une réforme radicale à Saint-Sulpice. Est-elle possible ?

Il y a des preuves à ce que j'avance. Je puis en fournir, à moi seul, deux exemples à titre de directeur spirituel dans un collège. Deux de mes dirigés hésitent présentement à choisir le Grand Séminaire, bien qu'ils soient nettement inclinés vers une vie sacerdotale. Leurs hésitations ne sont pas causées par mon influence mais par des influences externes. Pour l'un, qui est un élève d'élite, l'influence est celle de son frère séminariste. Lors de l'affaire du Frère Untel, ce séminariste a rapporté chez lui que la réaction sulpicienne du Grand Séminaire en fut une de condamnation sévère et sans appel. On n'a pas permis aux séminaristes même de discuter la question. A des laïcs, il peut sembler difficile d'imaginer l'atmosphère d'un grand séminaire comme celui de Montréal. Il s'y exerce une pure dictature intellectuelle. Je n'oserais pas prononcer le mot lavage de cerveaux, mais c'est presque l'équivalent. La moindre manifestation de pensée personnelle, d'effort critique ou créateur est taxée d'insubordination ou de crochissement. Les objections sont à peine tolérées. Et il faut savoir que dans l'enseignement du dogme comme de la morale, les théologiens de Montréal ont une tendance naturelle vers les positions d'extrême droite. Alors que pour un laïc, un jésuite est un phénomène de droite, pour un Sulpicien le jésuite est suspect de gauchisme. Il faut aussi savoir que la direction a le plus efficace moyen de coercition pour les réfractaires : le refus de l'appel aux Ordres. Je ne nie pas le droit strict des directeurs d'un grand séminaire à cet outil essentiel ; mais qui ne voit quel instrument de pression formidable il peut devenir entre les mains de gens pour qui l'abus et le bafouement des droits de l'esprit humain sont chose normale ? Tous les prêtres de Montréal se souviennent du cas d'un de leurs collègues qui a dû attendre huit ans l'ordination parce qu'il avait osé réclamer une enquête canonique au Grand Séminaire[6] à l'époque des abus doctrinaux et mystiques auxquels se livraient les disciples de l'abbé Seay. Ces abus furent condamnés mais le rapport très sévère que les directeurs du Grand Séminaire firent au dossier de ce séminariste empêcha Mgr Charbonneau de l'ordonner[7]. Quand Mgr Chaumont fut administrateur apostolique, il l'appela aux ordres, ignorant volontairement le rapport, et ce prêtre fut l'un des premiers qu'ordonna le nouvel archevêque, Mgr Léger.

Si le candidat n'avait pas été jugé digne du sacerdoce une première fois suivie de sept autres, comment se faisait-il qu'on le croyait apte tout à coup à recevoir l'ordination ? Et qu'en ont alors pensé les Sulpiciens responsables de cet ostracisme ? Le gauchisme du candidat était-il devenu de la vertu ? Un évêque auxiliaire de Montréal aujourd'hui décédé avait été expulsé du Grand Séminaire de Montréal en son temps de séminariste. Ce qui ne l'a pas empêché d'être un bon prêtre catholique et même un évêque. On peut s'imaginer la dose de vertu qu'il lui fallut pour supporter ces Messieurs de St-Sulpice, pendant son administration[8]. Pour revenir à mon dirigé dont le frère est séminariste, les résultats d'une telle dictature l'empêchent de songer sérieusement au Grand Séminaire et son frère lui-même se demande aussi sérieusement s'il ne quittera pas le Grand Séminaire. Je suis assuré que d'autres cas semblables existent.

---

4 Voir *Le Devoir*, 1er avril 1961. Dialogue religieux: l'Equipe commente la lettre d'un ouvrier qui juge le prêtre canadien-français. Il faut lire ce jugement et la contrepartie nettement inférieure. (*Le Devoir*, samedi 15 avril 1961).

5 C'est la position que prit le cardinal O'Connell à Boston. Le cardinal Cushing en récolte aujourd'hui les fruits. Le diocèse de Boston, de population catholique sensiblement égale à celle de Montréal, produit plus de 60 prêtres par année. Plus de 2 fois la production montréalaise. Et cela dans les U.S.A. si matérialistes, selon certains de nos pontifes.

6 Ce qui était son droit strict.

7 Il devait se fier à un jugement censé prudent et sûr, puisqu'il ne le connaissait pas personnellement.

8 Il court d'ailleurs à ce sujet, quelques histoires dans le clergé de Montréal. Son Eminence le cardinal lui-même a déjà quitté les rangs de St-Sulpice. Trop de personnalité n'est pas toléré dans la société. Il n'y a que deux portes de sortie à St-Sulpice: 1° quitter les rangs, 2° ou bien monter si haut dans la hiérarchie qu'on ne soit plus atteignable.

Est-il surprenant qu'un clergé formé dans un tel esprit et soumis à un tel régime n'ait pas plus de réaction et de vigueur ? La veulerie, l'esprit bourgeois, le conformisme, les compromissions avec une autorité politique souvent indigne, l'appui ouvert aux gens en place, ne font pas l'honneur d'un clergé et sont les fruits directs de la formation que je viens de décrire. Je vois dans ces faits les causes profondes du cléricalisme et de l'intégrisme qui nous affligent et je considère qu'il est de mon devoir de parler ainsi, dans les conjonctures présentes, pour le plus grand bien de l'Eglise.

Mais le malaise chronique du clergé et du peuple chrétien a d'autres causes. Nous avons les évêques que nous méritons. Nos évêques sont sortis de nos rangs. Ils pensent et réagissent comme nous. Il faudrait leur demander de la sainteté véritable et du génie pour se créer une vision moins médiocre de l'Eglise canadienne. Des génies et des saints on n'en rencontre pas beaucoup chez nous.

La première cause étant une confusion regrettable entre la notion d'obéissance véritable et l'asservissement systématique par l'éducation (à tous les degrés), même celui de la formation cléricale, à une forme pernicieuse de conformisme, il est nécessaire pour revaloriser l'action réformatrice de formuler une notion d'obéissance qui ne soit pas du genre de la discipline aveugle de parti (cummunisme, nazisme, fascisme), mais qui sache respecter les droits de la personne et de la liberté humaine.

Avant d'ordonner un prêtre, on lui fait signer une formule de liberté dans laquelle il déclare accepter l'ordination en toute liberté et connaissance de cause. Sans n'être qu'un chiffon de papier, cette signature ne représente pas pleinement ce qu'elle voudrait être. On pourrait faire signer une formule similaire à un militant communiste, fasciste, ou encore à un soldat américain de la guerre de Corée qui vient de subir un lavage de cerveau. Que signifièrait-elle ? Or, je prétends qu'un élève moyen, pieux, bien pensant et de bonne volonté, qui a subi huit ans le régime du cours classique en pensionnat et quatre ans de séminaire sulpicien, est dans un état d'euphorie et d'irréalisme analogue à celui d'un militant communiste : c'est un zélote. Comment sa signature pourrait-elle être celle d'un homme libre ? Je sais que plusieurs de mes confrères pensent comme moi, mais n'ont pas le courage ou les moyens de l'expliquer. Il faut de toute urgence ou bien ouvrir la serre chaude qu'est le collège classique ou bien révolutionner complètement la conception des deux dernières années du cours classique de manière à développer chez le jeune homme des habitudes de pensée personnelle et d'exercice du droit fondamental de la liberté et de la critique qui lui permettront de devenir un homme et non un adolescent revêtu d'un corps et d'habits adultes.

Une des attitudes de l'Eglise de chez nous que je trouve des plus détestables est celle qui consiste à poser des principes qui valent pour ses adversaires ou ses fidèles, mais pas pour la hiérarchie et le clergé ; les principes ne tiennent plus quand le clergé devient employeur ou directeur d'entreprises, éducatives ou autres. Ainsi, combien n'a-t-on pas lu de lettres pastorales ou d'articles qui proclament le droit naturel et premier des parents en éducation ! Mais dans les collèges classiques, les parents n'ont pas un mot à dire ni dans l'administration, ni dans la direction des études, ni dans la formation du caractère ou de la personnalité [9]. L'Eglise proclame le salaire familial, mais fait travailler ses employés à vil prix surtout les employés des collèges et des couvents.

On parle souvent de la médiocrité du clergé paroissial et même des religieux. On se contente toujours alors d'indiquer un remède simpliste [10]: une espèce de resourcement par le retour sur soi-même et une intensification de la spiritualité, précédées d'un blâme pour le matérialisme généralisé. Il s'agit d'un problème à incidence sociologique : tant qu'une réforme complète et une adaptation aux modes contemporains de vie n'auront pas été faites, ce remède sera insuffisant. Il faut repenser les formes d'apostolat en y incluant massivement le laïcat, il faut repenser les cadres et les modes de la formation et de la vie cléricale, en oubliant les vieilles formules qui n'expliquent rien et qu'on répète depuis des siècles [11].

LA RÉACTION LAÏQUE

Cependant tous ne cherchent pas le plus grand bien de l'Eglise. Un grand nombre l'ont abandonnée. Les uns par dégoût, d'autres parce qu'Elle a perdu leur confiance en tant que collaboratrice vers le but poursuivi, d'autres par ressentiment d'une longue oppression. A tous ceux-là, même ceux qui poursuivent une petite vengeance, je puis affirmer ma compréhension et ma sympathie. Ce sont des compagnons de souffrance. Les seuls que je ne puis admettre, ce sont les snobs. Il se porte bien d'être anticatholique dans notre intelligentsia de 1961.

---

9 A ce sujet, il faut louer la nouvelle expérience du collège St-Paul.

10 Voir *Le Devoir*, samedi 29 avril 1961: "Prêtres du XXe siècle — Le prix du confort".

11 Un des rares évêques à avoir pris la température de la société contemporaine et à agir dans le sens d'une réforme, même si ce n'est que sporadiquement, est le cardinal de Montréal. Témoin sa récente expérience au collège St-Paul.

On est porté à identifier catholique et crédulité, intelligence médiocre, ignorance, réactionnarisme. A quelques-uns, il suffit d'un petit diplôme, d'un succès à la T.V. ou du titre de comédien pour se ranger dans le clan des intellectuels. Et quand ils ont prononcé ce mot, tout est dit; ils ont atteint le sommet de l'infaillibilité. Ils peuvent regarder de haut et mépriser la tourbe vulgaire. Beaucoup de jeunes blancs-becs méprisent ainsi les clercs. Ils ne savent pas pourquoi, ou plutôt la raison c'est qu'ils identifient clercs et autorité. Ils se révoltent ainsi contre leur père, contre Dieu, contre l'autorité. D'autres aussi dans ce plan ne sont plus des blancs-becs. Ce n'est pas avec tous ceux-là que le dialogue est possible.

Quelques-uns rêvent de laïcité intégrale comme du seul médium de progrès social, politique, culturel et éducationnel. En plus de manquer de réalisme, cette position me semble partir d'une ignorance très nette d'indiscutables faits historiques et de quelques principes de base familiers à tout étudiant de sociologie. Il n'est pas vrai historiquement qu'une vie sociale et politique possédant une saine mesure de liberté, de haute culture et de justice, ne soit possible que sous un régime de laïcité intégrale. Puisque Gérard Pelletier invite tous ses lecteurs à discuter les principes énoncés par Maurice Blain dans son article "La guerre de Troie n'a pas lieu", voici les quelques réflexions que leur lecture a provoquées.

Maurice Blain aime à poser des alternatives. Le goût des antithèses lui fait parfois dépasser sa pensée. Ainsi dans *Esprit*, août-sept. 1952, p. 213, disait-il parlant d'intellectuels engagés à affirmer la dignité et la liberté de l'esprit contre un catholicisme clérical impuissant à le faire: "Ils croient que la rédemption de l'esprit importe autant que le salut de l'âme et qu'il y a quelque grandeur à poursuivre ailleurs que dans l'absolu la recherche de la vérité. Il appartient à l'Eglise que cette résistance ne soit le signe d'une réforme intellectuelle et laïque. "On comprend la pensée de M. Blain mais on se demande s'il mesure toujours la portée des mots qu'il emploie. A lire sa phrase, on pourrait se demander si une réforme doit être laïque pour être intellectuelle, mais surtout on pourrait douter de son échelle des valeurs et de son sens chrétien. Ne vaudrait-il pas mieux formuler ainsi la première partie de sa phrase? "Il n'y a pas de salut de l'âme sans rédemption de l'esprit pour l'intellectuel de ma génération", ou quelque chose d'approchant. Quant à la dernière phrase de la citation, M. Blain semble maintenant convaincu que "la cité intellectuelle de demain sera laïque ou ne sera pas" [12]. Il dit que "seul un système scolaire public et non confessionnel à tous les degrés, dans lequel l'Etat pourra assurer le bien commun intellectuel de toute la nation, nous épargnera certaines crises inévitables." [13] Mais surtout il affirme que "la fonction primordiale de la démocratie authentique, de sauvegarde et d'arbitrage, ne saurait s'accomplir a) sans la reconnaissance du principe de la laïcité... b) sans l'instauration de la neutralité scolaire." [12] Dans les institutions politiques, l'Etat et l'Eglise sont déjà séparés; la laïcité se trouve ainsi établie au moins en principe, mais je ne vois pas pourquoi il faudrait promouvoir la laïcisation intégrale et le neutralisme absolu dans le système d'éducation quand il est possible de faire justice à tous les groupes en élargissant le système actuel. Je préfère une évolution à une révolution quand elle est possible.

En principe certaines idées de M. Blain sont bonnes. Son concept d'Etat démocratique reconnait et respecte le droit de pratiquer la religion de son choix. Mais là où il s'éloigne de la vérité, c'est quand il demande à une majorité de sacrifier ses droits et ses avantages pour améliorer le sort d'une minorité dont les libertés ont déjà un fondement de garantie dans la loi et qui devra son progrès bien plus à son courage et à ses efforts propres qu'à ses plaintes et à une générosité outrancière de la majorité. On devrait recommander à M. Blain de relire le magistral article d'Aurèle Kolnai dans *Cité Libre* d'avril 1961. Il y déclare possible "un Etat autonome non-clérical à signe catholique" et se réclame de l'Histoire pour démontrer que "les remparts de l'anti-intégrisme et l'appui le plus puissant du progrès intellectuel et civique" furent les grandes monarchies catholiques en Europe, notamment l'empire austro-hongrois et la monarchie espagnole de 1875-1931. Il y fleurissait même un pluralisme[14] qui pourrait servir de modèle à certains Etats laïques contemporains où se retrouvent les plus flagrants dénis de justice envers la minorité catholique. La généralisation et les analyses dans l'abstrait sont fort dangereuses; il leur faut une base de faits historiques ou d'observation de la réalité concrète. Entr'autres passages, M. Blain pourrait méditer le suivant:

"... le milieu social n'est pas un espace vide où des modes d'être disparates peuvent coexister tranquillement, sans nécessité de se heurter l'un

12 *Cité Libre*, avril 1961, p. 14.

13 *Ibid.* p. 12. Pour être juste, il faut ici distinguer entre laïcité et laïcité intégrale. M. Blain ne parle pas de laïcité intégrale. Il vaudrait d'ailleurs mieux employer un autre mot que laïcité; il rappelle trop de souvenirs pénibles. Pourquoi pas les mots laïcs et laïcat?

14 Je dirais même que certains progrès sociaux et certains droits acquis du concept de liberté moderne n'auraient pas été possibles sans ces expériences pluralistes.

contre l'autre; et par conséquent, renoncer d'emblée à toute aspiration à la primauté équivaut, de notre part, à nous soumettre implicitement d'un autre principe ou du moins d'une conjonction d'autres principes qui, à coup sûr, va circonscrire notre liberté, sinon opprimer notre manière d'être. Voilà pourquoi je crois discerner, dans l'idéal de la Cité religieusement neutre, les germes d'un catholicisme amoindri et relégué au plan des caprices personnels, d'un indifférentisme religieux intrinsèque. Or, l'alternative d'une société théocratique, cléricale, unanimiste, de trempe médiévale, conforme au chablon intégriste, et d'une société neutre, sans préconception religieuse, sans parti-pris pour Dieu, accordant les mêmes faveurs à toutes sortes de courants d'idées et d'influences, cette alternative est-elle valable? J'ose le contester. Je ne vois pas pourquoi nous devrions opter, par exemple, entre une éducation confiée tout entière au clergé, sans aucune surveillance ni concurrence laïque ni gouvernementale, sans contrôle inspiré par souci de l'impartialité scientifique, et une éducation épurée de toute référence religieuse, laïciste, aidée par des moyens étatiques sans égard aux tendances doctrinales et morales. Cela, dans un pays traditionnellement catholique où les minorités catholiques et anti-catholiques sont encore numériquement faibles. Je ne vois pas pourquoi cette tradition doive être ou conservée par force, les infériorités qu'elle connote étant érigées en perfections, les changements qui surviennent étant combattus à tue-tête et soigneusement celés, ou reniée et refoulée dans son ensemble, comme si l'évolution était tout et la substance rien, comme s'il fallait être honteux d'appartenir à une civilisation catholique, comme si le christianisme et sa place dans la vie de l'homme n'avait rien à voir avec la chrétienté et comme si le mot même de chrétienté ne pouvait avoir qu'une signification comique et méprisable. Je ne vois pas pourquoi il faudrait, ou se soumettre servilement à l'exigence ultramontaine, ou bien se condamner volontairement à une existence chrétienne du style des catacombes." [15]

Quand M. Blain parle de dignité de l'esprit bafouée par l'oppression cléricale, il rejoint la position de M. Aurèle Kolnai, lorsque celui-ci demande si "le catholicisme a besoin d'une orthodoxie philosophique comme glacis protecteur de l'orthodoxie proprement dite" et qu'il répond par la négative. Comme "la philosophie constitue le point nodal de la pensée... la table d'harmonie des activités intellectuelles de l'homme", je pense qu'on résoudrait une grande part des problèmes de nos protestataires de la liberté, si on laissait nos finissants de collèges et d'écoles se choisir une philosophie personnelle, en les présentant toutes dans leurs traits historiques essentiels. Là est la véritable faute. Et la raison qui fait perpétuer l'enseignement du thomisme dans nos collèges en est une d'égoïsme et de courte-vue. Elle prétend sacrifier une majorité de nos finissants à la petite minorité qui devra un jour entrer au Grand Séminaire et poursuivre des études de théologie. Cette vision étriquée est le phénomène le plus haïssable du cléricalisme qui prétend perpétuer sa domination. Le cléricalisme comme le césarisme est une forme d'impérialisme. C'est l'impérialisme du monde temporel des valeurs surnaturelles.

Alcibiade disait: "Aucune cité ne s'entretient dans l'inertie. Nous tomberons sous la domination d'autrui dès que cessera la nôtre." Si cela peut se dire de l'ordre politique, de l'Etat, de la Cité, le principe en est aussi vrai de la Cité spirituelle qui veut durer. La vie étant un dynamisme, "le milieu social n'est pas un espace vide où des modes d'être disparates peuvent coexister tranquillement sans nécessité de se heurter l'un contre l'autre." [16]

L'impérialisme ne se justifie pas sur le plan de la morade mais sur celui de la vie. Cessons de confondre les plans. Quand le cléricalisme parle à coups de lettres pastorales et se pose en défenseur de la morale menacée, ce n'est pas la morale qu'il défend mais sa propre vie, sa volonté de puissance. Il se soumet alors lui-même à la pénétration de la concupiscence dont son enseignement moral voudrait débarrasser l'âme du fidèle chrétien. Et il se condamne lui-même.

Le Syracusain Hermocrate disait en 411 av. J.-C.: "Je suis prêt à pardonner aux Athéniens leur politique de conquête; je ne blâme pas ceux qui cherchent la puissance... Car il est dans la nature de l'homme de commander à celui qui cède." En rapportant ces paroles, Thucydide, le fondateur de la science historique, faisait ainsi de l'intérêt le mobile qui sous-tend toute l'activité humaine. L'instinct premier de l'homme est le désir de vivre et par conséquent de durer, d'affermir la sécurité de son existence. Là est la racine de tout impérialisme. L'homme, remarque encore Thucydide, ne s'expose à la mort que pour échapper à la mort. Vivre c'est assurer le bien-être de sa vie, en d'autres termes, c'est posséder, accumuler les possessions, dominer. "Posséder et durer voilà les directions essentielles de l'instinct vital", dit André Bonnard. Un même mot les unit, l'intérêt. La Cité politique ou la Cité temporelle du pouvoir spirituel n'est qu'une somme d'intérêts individuels. "Elle n'est pas une entité, elle est le lieu d'un contrat entre les intérêts individuels qui se sauvegardent mieux dans le cadre de la cité." [17] C'est pourquoi, la cité,

15 Aurèle KOLNAI dans *Cité Libre*, avril 1961, p. 8.

16 *Ibid.*

17 André Bonnard, *Civilisation Grecque*, III, p. 63.

somme des intérêts individuels, obéit aux mêmes impératifs que les individus; elle aussi veut posséder et durer. L'indignation morale devant la vie submergeante n'est pas une barrière efficace même pour ceux qui affirment par vocation la primauté du spirituel; surtout, quand dans leur action, leurs exigences de vie en tant que mandataires de l'autorité s'écartent de leur prédication morale. L'hydre impérialiste peut prendre une figure bien plus horrible que celle de notre cléricalisme. Car notre cléricalisme n'est encore qu'un instinct vital, il est souvent inconscient. On ne peut pas encore l'accuser de tartufferie ni d'hypocrisie. Mais cela viendra, c'est dans la ligne des faits et de la réalité; cela viendra quand il sera moribond surtout. Comme a déjà dit M. Blain, le tragique de notre cléricalisme c'est l'inconscience des clercs. Et c'est pourquoi cet article se veut, dans toute son imprécision, un témoignage et un des premiers mouvements de cet effort de régénération.

LA CROISÉE DES CHEMINS

Nous ne voulons pas cependant qu'un autre impérialisme de l'esprit vienne remplacer celui qui nous opprime. L'impérialisme spirituel du neutralisme et de la laïcisation. Car il ne faut pas s'abuser; parmi ceux qui réclament des mesures de justice et se cachent derrière l'écran protecteur qu'est l'enquête sur l'éducation, il y a des gens qui rêvent d'un coup d'état et qui réclament ouvertement (ou pas) un nouvel ordre social où on ne ferait que tolérer la religion et encore ne serait-ce qu'une religion "neutralisée". Je comprends un tel désir né de l'exaspération devant l'oppression. Et encore une fois, nous aussi, nous sommes exaspérés devant l'intolérance et la stupidité de certains. Mais de grâce, qu'on n'aille pas réclamer le droit de se bâtir un impérialisme au nom de la démocratie. Cela ressemble à la tactique communiste. Impérialisme pour impérialisme, j'aime encore mieux celui qui domine présentement notre société. En démocratie, on respecte les désirs de la majorité en accordant la liberté de s'exprimer et la sauvegarde de ses droits essentiels à la minorité. La démocratie dont se réclament certains de nos amis laïcisants ressemble un peu trop à certaines démocraties populaires.

Je pense que le pluralisme et la liberté qu'on réclame présentement sont possible dans une société à signe catholique, selon l'expression de M. Kolnai, une société à majorité catholique, où l'Etat est officiellement séparé de l'Eglise et où, l'abus du cléricalisme et de l'intégrisme ayant été extirpé, des citoyens adultes, clercs et laïcs, vivent dans le respect des droits de l'esprit et de la liberté de la personne, mais aussi dans un atmosphère chrétien et non païen, agnostique ou neutre.

Pour que cette fin se réalise, il faudrait que les laïcs aient une plus grande part à jouer dans l'Eglise et que se décentralise un peu l'administration romaine. C'est le voeu qu'exprime Son Eminence le cardinal KOENIG, archevêque de Vienne, membre de la commission centrale préparatoire du prochain concile. Voici comment il parlait aux journalistes catholiques, en congrès à Vienne, le 30 janvier dernier.

"Je voudrais encore exprimer le souhait que les laïcs, et particulièrement les grandes organisations internationales catholiques, participent officiellement à la préparation du concile, car aujourd'hui ils représentent le bras séculier de l'Eglise. C'est pourquoi j'estime opportun qu'ils soient représentés dans la préparation d'une façon officielle encore à préciser.

Les buts du concile vont être établis maintenant, pendant le temps de la préparation; c'est pourquoi, ce qui se fait ou ne se fait pas maintenant est si important. Extérieurement le concile apparait comme l'affaire du Pape et des évêques; en réalité, c'est l'affaire de toute l'Eglise catholique, c'est-à-dire de tous les fidèles. C'est de vous journalistes catholiques, qu'il dépend en bonne partie qu'il en soit ainsi et que les fidèles, les chrétiens, même ceux qui ne lisent aucune revue de théologie, en prennent conscience. ...c'est le rôle des journalistes catholiques d'être la conscience publique des catholiques et aussi de leur rappeler leurs devoirs de conscience.

Si vous avez quelque chose à dire sur le concile, n'attendez pas l'évêque, ni les informations venant de Rome; avertissez, lorsque vous croirez devoir avertir; allez de l'avant, lorsque vous croirez devoir aller de l'avant; informez, chaque fois que se présente une occasion d'informer le monde et les catholiques sur le concile. Parlez de tout ce que le public et les fidèles attendent du concile. Ce qui n'était d'abord qu'une espérance ne s'achèvera pas alors en déception, mais en un grand accomplissement."[18]

★

---

18 *La Documentation Catholique*, 43e année, t. LVIII, 2 avril 1961, numéro 1349, pp. 445-447. Le cardinal précise dans ce document les points précis sur lesquels le concile pourrait apporter du nouveau. Il faut le lire. Il y parle de décentralisation administrative.

LA FERMETURE À DROITE

Jean Pellerin

ON COMPTE de plus en plus de gens, de nos jours, qui s'agitent à propos de ce que des intégristes d'Italie appellent *l'ouverture à gauche*. Il m'arrive souvent de me demander s'il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter aussi de ce que j'appellerais *la fermeture à droite* — un danger qui semble aller se précisant dans plusieurs parties du monde?

On sait — depuis tout le temps qu'on en discute — qu'il existe des esprits de gauche à caractère extrémiste et dangereux. Ce qu'on semble moins savoir, c'est que, s'il existe des esprits de droite aux tendances modérées, il s'en trouve aussi aux tendances réactionnaires et nocives.

La droite réactionnaire a fait passablement de bruit, tout de même, ces dernières années. Elle a triomphé dans l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar; elle a provoqué le pire désastre des temps moderne dans l'Allemagne d'Hitler; elle survit, tracassière et ombrageuse, dans l'Italie de Mussolini; elle se maintient par l'intimidation et le chantage dans la plupart des pays d'Amérique latine; elle se raidit jusqu'à l'absurde en Chine nationaliste (Formose); elle brime des droits démocratiques élémentaires en Grèce; elle explose sporadiquement au Japon; elle commence à relever la tête à la faveur des incidents MacArthur, McCarthy et Walker aux Etats-Unis; elle devient farouchement activiste avec l'OAS en France et en Algérie; enfin, ironie du sort, elle se manifeste même dans des factions staliniennes en URSS. Comme on le voit, c'est déjà un peu beaucoup! Phénomène singulier, la droite réactionnaire a un faible pour la tyrannie. Elle adore les régimes militaires!

Toutes ces velléités de "fermeture à droite" forment un pendant logique à la vague d'"ouverture à gauche" qui a déferlé sur le monde au cours de la même époque. On a vu, tour à tour, s'écrouler l'ordre ancien en Russie, en Yougoslavie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Inde, en Chine, en Indochine, en Egypte, au Maroc, en Tunésie; de plus, on appréhende de le voir s'effondrer dans la plupart des pays d'Afrique, d'Asie et l'Amérique latine. C'est, encore là, un peu beaucoup! Tout près de la moitié de l'humanité qui s'affranchit des anciens régimes pour tenter l'expérience des nouveaux. On comprend qu'en face d'un pareil renversement de l'équilibre des forces, la droite ait tendance à se durcir à prendre même des attitudes où perce le désespoir.

Ce durcissement de la droite, si compréhensible soit-il, aurait quelque chose de tragicocomique si nous avions assez de mémoire pour l'observer dans une perspective historique. Les réactionnaires oublient trop facilement qu'avant de s'*installer* dans une droite, ils ont forcément *milité* dans une gauche — sinon eux-mêmes personnellement, du moins leurs ancêtres selon l'esprit. Ce qui est aujourd'hui de droite, était hier de gauche et l'histoire n'est rien d'autre que l'illustration invariable de ce jeu de bascule. L'hellénisme, par exemple, milita à gauche des antiques cultures d'Egypte et d'Asie-Mineure avant de s'installer dans la droite. Il en fut de même du Christianisme par rapport aux hellénisants et aux judaïsants de l'Empire romain; de la monarchie absolue par rapport au césaropapisme de la Renaissance; du libéralisme révolutionnaire de 1789 par rapport à la monarchie absolue; du communisme par rapport au libéralisme...

En toute honnêteté donc, il faut admettre que la gauche n'est rien d'autre, en définitive, qu'un *ordre en puissance* par rapport à l'*ordre en acte* que constitue la droite. Aucune pensée humaine n'échappe à cette logique. Mais la tentation est souvent grande de prendre la droite pour la gauche et vice versa. Plusieurs s'y perdent.

Ainsi, on parle souvent d'un gouvernement de gauche, mais c'est abuser du sens des mots. Il ne peut y avoir que des gouvernements de droite puisque, dès qu'il s'établit, un ordre, un système ou un Etat, passe nécessairement à droite — ses opposants et ses rivaux constituant automatiquement la gauche. Certes, une démocratie populaire du type socialiste se situe à gauche de nos démocraties de type capitaliste, mais cette démocratie populaire représente une droite aux yeux de ceux qui tentent de la faire évoluer. Ainsi, le socialisme russe forme une droite aux yeux des militants du communisme intégral.

QU'EST-CE DONC QUE LA DROITE?

Oui, au fait... qu'est-ce donc que la droite, sinon l'*ordre établi*, le *pouvoir*, l'*autorité ré-*

gnante? Le parallèle qu'on peut établir entre un esprit de droite et un esprit de gauche me semble significatif. Le voici:

L'homme de droite est *installé dans l'ordre établi;* l'homme de gauche *milite dans un ordre en devenir.*

L'homme de droite est *vieux* d'esprit. C'est un parvenu qui *profite* de l'ordre établi. L'homme de gauche est *jeune* d'esprit. L'ordre établi le *lèse* ou le *frustre.*

L'homme de droite fait plus confiance à l'*ordre* qu'aux hommes; l'homme de gauche fait plus confiance aux *hommes* qu'à l'ordre.

L'homme de droite veut *conserver* l'ordre établi; l'homme de gauche veut *s'en affranchir.*

L'homme de droite pense d'abord en termes de *droits;* l'homme de gauche pense d'abord en termes de *justice.*

L'homme de droite idolâtre l'*autorité;* l'homme de gauche idolâtre la *liberté.*

L'homme de droite regarde davantage vers *le passé;* l'homme de gauche regarde davantage vers *l'avenir.*

L'homme de droite peut devenir un *tyran;* l'homme de gauche peut devenir un *anarchiste.*

Quel que soit le parallèle qu'on établisse, l'homme de droite *détient le pouvoir,* et l'homme de gauche *y aspire.* L'un et l'autre participent à un équilibre; l'un et l'autre peuvent se rendre coupables de très grands crimes.

VICES DE LA DROITE

Forte du pouvoir qu'elle détient, convaincue de la légitimité de ses droits, la droite avoue difficilement ses torts. Elle a la conviction de représenter le bien — et le bien, pour elle, c'est le pouvoir, les droits (bien ou mal acquis), bref, le *statu quo.* Elle a constamment recours aux gourdins sacrés que sont *l'autorité, la morale, les traditions* pour avilir la gauche, la supprimer si possible, afin que perdure l'ordre dont elle profite. Quand ce pieux stratagème échoue, alors elle s'affole et devient carrément bête... *Quos vult Jupiter perdere, dementat prius!*

Les éléments de droite qui s'agitent actuellement en France et aux Etats-Unis, non seulement se montrent inhabiles, mais s'enlisent dans l'absurdité. L'activisme criminel auquel se livre l'OAS en France et en Algérie frise tout bonnement l'hystérie. La démagogie anti-communiste aux Etats-Unis — bien que n'ayant pas encore atteint ce paroxysme — n'augure rien de bon et de constructif. Elle favorise dangereusement l'incompréhension systématique et des manies de délation. Je n'en veux pour preuve que le texte d'une déclaration que vient de faire le général Edwin Walker de l'armée américaine. Comme chacun sait, ce haut personnage vient d'être relevé de son commandement en Allemagne à la tête de la 24e Division d'Infanterie, et il ne dissimule pas sa mauvaise humeur. L'*Affaire Walker* — tout comme il y a quelques années le McCarthisme — secoue toute l'Amérique; elle dégage bien, je pense, le mauvais caractère de la droite réactionnaire; son aspect passionnel a de quoi nous laisser songeurs.

Voici, à titre d'exemple, un passage de la déclaration du général Walker:

> *"Aucun peuple n'a jamais choisi le communisme dans les élections libres. Nous savons quels pouvoirs égarés ont collaboré à l'établissement de l'autorité communiste sur un si grand nombre d'hommes. Nous savons que les communistes veulent asservir tous les autres. Et le Kremlin sait que la plus petite flamme de liberté qui continue à briller peut mettre le feu au reste du monde."*

Il ne semble pas possible de simplifier des événements historiques aussi tragiques d'une façon plus sommaire. S'il fallait en croire le général Walker, le communisme ne serait que le fruit du hasard. Une petite clique de bandits aurait eu, un beau matin, la fantaisie de s'emparer du pouvoir dans l'unique but de faire le mal pour le mal, et n'eût la veulerie des "bons", ces "méchants" communistes n'auraient jamais réussi. Il ne reste donc qu'une chose à faire: dénoncer les "bons" et exterminer les "méchants".

Le général n'y va pas avec le dos de la cuiller quand il entreprend de dénoncer. Voici un autre échantillon de ses propos:

> *"Il nous reste encore à nous mettre d'accord, entre nous-mêmes et avec nos alliés, sur une définition simple: le communisme est l'ennemi. Nous employons ses agents dans nos collèges et nos universités, leur permettant d'ensemencer l'esprit fertile de nos jeunes. Ils infestent notre industrie du spectacle. Ils se sont infiltrés depuis longtemps dans notre gouvernement où les éléments subversifs sont à l'oeuvre depuis trente ans.*
>
> *"Même notre presse libre est exploitée par les propagandistes communistes. Les collaborateurs du communisme trouvent des défenseurs acharnés et militants parmi certains groupes de citoyens dont plusieurs sont sincèrement trompés et égarés. Les gouvernements qui combattent les dirigeants de ces groupes et leurs manoeuvres sont souvent qualifiés de réactionnaires...*
>
> *"Des nations dont le gouvernement est solidement anti-communiste sont trop souvent l'objet de nos foudres, lancées par des hommes qui ont réussi à s'assurer, au sein de notre gouvernement, des positions telles qu'ils peuvent prétendre parler en notre nom..."* [1]

---

1 *L'Express*, 9 novembre 1961.

(*suite à la page suivante*)

LES RÉPERCUSSIONS DU

CONFLIT ALGÉRIEN

Alice Poznanska

Etant dans l'impossibilité de vérifier l'objectivité et l'impartialité des données, l'auteur tient à rappeler que cet article est basé uniquement sur des renseignements obtenus de hauts fonctionnaires de la Préfecture et sur des conversations avec des Algériens et des Français choisis au hasard.

LA FERMETURE À DROITE

(*suite de la page précédente*)

C'est inquiétant. N'y aurait-il plus que le général Walker à avoir des opinions orthodoxes dans toute la république américaine? Va-t-il falloir envoyer tant de sénateurs, tant d'universitaires et tant de journalistes à la potence? Mais je m'arrête; il serait vraiment trop facile d'ironiser.

— o —

Que penser de cette agitation de droite? Que penser d'un Walker? Que penser d'un Salan? Que penser de beaucoup d'autres mutins haut-gradés qui, en France, aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Syrie se font les porte-parole d'une minorité cupide et affairiste?

J'incline à croire, pour ma part, que c'est le désespoir qui rend cette agitation bête, et parce qu'elle est véritablement insensée, je ne la crois pas tellement dangereuse. Quand la droite se met à tenir en suspicion *tout le monde et son père*, on peut dire que ses jours sont comptés. Elle fera beaucoup de mal, ce qui ne l'empêchera pas de perdre, tôt ou tard, le pouvoir. Ici encore, l'histoire peut nous éclairer. La droite romaine a fait subir trois siècles de persécutions aux Chrétiens; les bûchers de l'Inquisition ont fait la vie dure aux modernistes; les rois de France et, plus tard, les Tsars de Russie ont fait exécuter passablement de révolutionnaires, mais dans tous les cas, l'ordre en devenir eut raison de l'ordre (devenu désordre) établi. L'horloge de l'histoire ne recule jamais, et, comme dit le proverbe arabe: "Les chiens aboient, la caravane passe."

★

A NANTERRE, à Genevilliers, à Barbès-Rochechouart, le calme règne. Le calme et le silence. Dans ces quartiers, où on rencontrait autrefois des foules animées de promeneurs algériens, on ne voit aujourd'hui que de rares passants. Les bistrots, dont la majorité appartient aux Algériens, sont vides et fréquemment une inscription indique que l'établissement est fermé. Dans les magasins, les épiceries et les restaurants, les gens se plaignent que le commerce marche mal, mais constatent également qu'"enfin on peut sortir sans crainte le soir".

En effet, assez récemment encore, l'agitation persistante des quartiers algériens se soldait chaque soir par des coups de feu dans les rues. Actuellement, on y rencontre surtout des agents de police, armés de mitraillettes. Il semble bien toutefois que, malgré les répressions qui ont eu lieu au cours de, et après la fameuse nuit du 17 octobre, les musulmans considèrent ces représentants de l'ordre comme infiniment moins dangereux que les agents du F.L.N. Ces derniers patrouillent le quartier discrètement et sans attirer l'attention. De temps en temps seulement, ils signalent leur présence en tirant sur les contribuables récalcitrants. Les cotisations qu'ils exigent sont importantes. Un Algérien, par exemple, qui travaillait dans un garage comme laveur d'autos a reçu l'ordre de payer 3.500 anciens francs (à peu près 7 dollars) par mois. Contrairement à la majorité, il refusa de s'exécuter en alléguant qu'il ne gagnait que 30 mille anciens francs et qu'il faisait vivre sa famille en Algérie. Le lendemain, l'homme fut abattu au moment où il sortait de son domicile.

LA SOLIDARITE DES PAUVRES ET DES MOINS PAUVRES

D'une manière générale, les gens préfèrent payer que solliciter l'intervention des autorités.

On a beau considérer les prétentions du F.L.N. comme exagérées, on hésite quand même à dénoncer les siens auprès de la police française. Pourtant il paraît que 80% environ des travailleurs algériens déclarent vouloir rester en France, y vivre tranquilles et continuer d'y exercer leur métier sans se préoccuper de problèmes politiques. "Même si l'Algérie devenait indépendante", disent-ils, "nous ne serons pas sûrs pour autant d'y trouver immédiatement du travail".

Malheureusement, les agents du F.L.N. ne voint pas d'un bon oeil ces velléités pacifistes et taxent durement ceux qui ne veulent pas participer à l'action clandestine. On demande 100.000 anciens francs aux Algériens qui ont épousé des Européennes, 150.000 à ceux qui possèdent une voiture et 200.000 aux détenteurs de postes importants. Contrairement aux pauvres, les riches font fréquemment appel aux autorités françaises, mais même la police n'est pas toujours en mesure de leur assurer en permanence une sécurité satisfaisante, à cause de l'efficacité de l'organisation du F.L.N.

L'AFFAIBLISSEMENT DU F.L.N. EST-IL REEL ?

Selon l'avis des autorités cependant, on vient d'arrêter la majorité des dirigeants du réseau qui opéraient dans la métropole et notamment les 19 responsables de l'Organisation Spéciale et les 91 responsables des groupes armés. On a bloqué aussi 96 millions d'anciens francs que le F.L.N. détenait dans les banques françaises et saisi une somme totale de 476 millions d'anciens francs qu'il possédait dans les institutions financières de la métropole. En somme, on a décapité la structure des forces clandestines, opération qui s'est soldée par la mort de quatorze représentants de l'ordre et de 83 Algériens au cours des mois de septembre et d'octobre.

LA SOLIDITE DES CADRES

Actuellement, le calme règne à Paris mais un haut fonctionnaire de la préfecture nous a dit avec un sourire philosophique : "Il est fort probable que dans quarante-cinq jours environ la police sera obligée d'intervenir pour éviter une nouvelle vague de manifestations et d'attentats. Vous comprenez — déclare-t-il — le F.L.N. a besoin de temps pour lècher ses plaies et envoyer de nouveaux chefs, mais il est inutile d'avoir des illusions ; le réseau est trop bien organisé pour ne pas pouvoir se reformer dans une période relativement courte".

L'élément de base est la cellule comptant cinq hommes. Les cellules sont groupées en sections de quatre ou cinq. Trois sections forment une kasmas, une région se compose de trois kasmas et trois régions représentent une zone. Ensuite viennent les superzones qui comprennent deux ou trois zones chacune et enfin les willayas qui groupent deux ou trois superzones. Les deux willayas parisiennes ont un effectif total de 30.000 hommes environ qui sont dénombrés et encadrés.

Les groupes de choc existent surtout à l'échelon de la région. On compte une trentaine de régions dans le district de Paris, dont douze pour le willaya de Paris intérieur et dix-huit pour celle de Paris extérieur. Chaque groupe de choc comprend une trentaine d'hommes disposant d'un armement individuel léger : pistolets, fusils de guerre, pistolets automatiques, pistolets mitrailleurs, grenades. Des dépôts d'armes complètent ce matériel en fusil-mitrailleurs et en bombes. Ces groupes de choc sont utilisés pour les exécutions, les attaques de postes de police, l'encadrement des manifestations de masse et autres et ils disposent aujourd'hui pour la région parisienne de 1.500 hommes environ contre 2.000 ou 2.500 dénombrés en octobre.

LES REPERCUSSIONS...

L'organisation spéciale, connue sous les initiales O.S. et formée de tireurs d'élites connaissant la fabrication et l'utilisation des explosifs et des bombes, représente le réseau de réserve, qui vient renforcer l'action des willayas dans le cas des missions exceptionnelles. L'O.S. dépend directement de l'état-major de la fédération française du F.L.N. qui, selon les milieux bien informés est installée en ce moment en Allemagne et en Tunisie.

L'ACTION SOCIALE ET EDUCATIVE DES AUTORITES

Malgré les graves événements de l'automne dernier, les autorités françaises continuent à s'efforcer de faciliter l'intégration de la communauté des travailleurs algériens qui représente quelque 370.000 personnes contre 70.000 en 1945. On favorise la promotion professionnelle en créant des centres éducatifs, autant pour les jeunes que pour les adultes. Les résultats semblent intéressants. Le nombre d'élèves des cours du soir est passé en deux ans de 500 à 2.200. Des services de formation ont été organisés, en outre, pour permettre aux femmes mulsulmanes de mieux comprendre et de mieux s'adapter à la vie qu'elles doivent mener en France. On s'occupe également beaucoup de l'éducation des enfants d'âge scolaire et du bien-être des étudiants.

Dans toutes les grandes villes, par ailleurs, on construit des immeubles modernes où les travailleurs algériens célibataires peuvent trouver une chambre convenable, munie d'installations sanitaires et ménagères, à un prix modique. Les couples sont tout d'abord initiés aux exigences de la vie moderne dans des logements dits de transit et ensuite répartis dans les H.L.M. Selon les statistiques officielles il reste à loger 141.830 Algériens qui habitent encore dans des taudis et dans des bidonvilles, tristes vestiges de l'époque au cours de laquelle la main-d'oeuvre algérienne ne recevait pratiquement aucune aide et n'était pas en mesure de se loger convenablement.

Actuellement, toutefois, l'action des autorités françaises présente de nombreuses lacunes et des dangers difficiles à ignorer. C'est ainsi qu'on essaie d'installer dans les immeubles nouveaux des locataires algériens et européens, mais la cohabitation s'avère souvent très difficile. Le genre de vie des musulmans reste en effet très particulier et les Européens préfèrent chercher ailleurs un logement d'un genre même inférieur plutôt que de subir le contact quotidien des familles algériennes. Immanquablement, les immeubles mis à la disposition des Musulmans finissent par abriter une population homogène et vivant en vase clos ce qui favorise notablement le travail des agents du F.L.N.

L'ATTITUDE DE LA POPULATION

Il semble que la majorité de la population française reste néanmoins favorable aux Algériens vivant dans la métropole. Après les arrestations qui suivirent les manifestations d'octobre, des patrons ont eu fréquemment la surprise de recevoir les frères ou les cousins de leurs anciens employés. Ces derniers disaient tout simplement : "On a arrêté un tel, il nous faisait vivre, nous venons le remplacer, car notre famille va mourir de faim si on la prive de ce revenu". Les dirigeants de nombreuses entreprises petites et moyennes ont accepté sans rechigner cette substitution de personnes de même qu'ils ont généralement réembauché les travailleurs qui sortaient de prison.

La main-d'oeuvre algérienne est d'ailleurs considérée comme particulièrement apte à exécuter des travaux exigeant une patience et une application professionnelles, et les ateliers de Renault, par exemple, embauchent chaque année un grand nombre d'ouvriers musulmans.

En ce qui concerne les hôteliers et les commerçants, ils admettent unanimement que la cohabitation avec des Algériens présente de nombreux problèmes. Il semble cependant qu'à force de vivre dans le même quartier, les Français ont fini par adopter les Algériens et même à les aimer, mais que les musulmans, par contre, ne se sont jamais départis de leur méfiance à l'égard de tous ceux qui ne sont pas des leurs. A l'avenir, toutefois, la situation risque de s'envenimer étant donné qu'on prévoit le rapatriement d'un grand nombre de Français en provenance de l'Algérie. Ces personnes désirent refaire leur vie dans le sud de la France, mais à Marseille comme à Toulon les emplois disponibles sont rares. Dans ces régions, on compte, en outre, beaucoup de travailleurs algériens et il est à prévoir que les Français revenant d'Algérie ne manqueront pas de considérer qu'ils occupent des places qui leur reviennent de plein droit.

En marge de la question de l'indépendance algérienne existe donc un problème humain extrêmement grave qui concerne tout autant les Français que les Algériens vivant en France. En face des autorités qui déclarent s'efforcer surtout de maintenir l'ordre, et des organisations secrètes qui semblent chercher à étendre leur domination et à accroître leur prestige, vivent misérablement des milliers de gens que personne n'est aujourd'hui en mesure de protéger contre les haines et les attentats et qui risquent de payer très cher les raisons d'Etat que l'Histoire désavouera peut-être au cours des années à venir.

★

L'ENSEIGNEMENT ET L'OPINION PUBLIQUE

Claude Dansereau

JE SUIS un jeune professeur. On pardonne rarement à un jeune professeur de critiquer sa profession. S'il a de la chance, on parlera d'"idéalisme", sinon — et il faut bien avouer que la chance, au Canada, est chose rare — on emploiera les mots si utiles de "révolte", de "complexe", d'"inadaptation".

Rejeter, dénoncer ce qui tue sa profession, aimée en dépit de tout, n'est pas rejeter sa profession. Pourquoi parler de mauvaise foi quand c'est justement la "mauvaise foi" chez nous que nous ne finirons jamais de dénoncer.

Car il est actuellement un idéalisme, une adaptation, une révolte qui sont peut-être la plus haute forme de REALISME.

Si quelques voix lucides — heureusement de plus en plus fermes et de plus en plus nombreuses — réussissent à rejoindre l'opinion publique, assez pour que celle-ci s'éveille, pour qu'elle se scandalise (il y a toujours eu si peu de scandales au Canada!), l'espoir que nous avons tous de ne plus pourrir à la racine, de n'avoir plus à protester d'une façon désespérée, se réalisera, et peut-être plus rapidement qu'on ne le croit. Alors un peuple adulte — plutôt qu'une nation croupissant dans une enfance qui se prolonge et qu'on veut, contre toute logique, prolonger — sera la base d'un ordre découvert.

Mais la question se pose avec plus d'acuité que jamais. Nous avons beau lancer des accusations de partout, écorcher les oreilles de la collectivité, **on** s'obstine à **nous** répondre par injections à dose massive de soporifiques sous toutes formes. Réponses polies, certes; mais si systématiques, si concertées dans l'ensemble qu'**on** ne peut que conclure au complot délibérément ourdi d'écraser l'esprit, d'écraser la raison sans effusion de sang. Saurons-**nous** résister longtemps à cette "désarticulation" que tant des NOTRES — des irresponsables pour la plupart, les véritables "inadaptés" — infligent à notre peuple?

Quelle facile, trop facile mise à mort d'un peuple presque mort (et comme ils l'ont vidée graduellement, doucement, EUX qui furent jadis nos MAITRES, — vidée jusqu'à l'assèchement total ou presque — la sève de ce peuple), s'il ne réagit pas plus qu'il ne le fait aux insultes les plus flagrantes et les plus insidieuses, ou s'il ne réagit que pour des balivernes!

Nous sommes une nation mineure, soit! Mais lorsque je me rappelle cela — et comment ne pas me le rappeler, on a tellement voulu nous le faire savoir! — j'aime me souvenir de cette parole d'André Malraux: "L'esprit ne connaît pas de nations mineures."

Serions-nous déjà trop avancés dans notre agonie pour n'être déjà plus sensibles au sens de cette phrase? Y aurait-il déjà chez-nous une telle rupture de conscience, pour que nous restions devant l'asservissement de notre esprit, incapables de réflexes?

Il y a plus de cinq ans que je parle à des jeunes. Ils sont des nôtres; demain ils seront dans un monde que nous aurons libéré ou que nous aurons laissé s'aliéner trop gravement. A dix-huit ans, à vingt ans, ces jeunes se posent des questions: ils veulent connaître et sont avides de liberté.

C'est vers ceux-ci avant tout que nos efforts doivent tendre. Ils seront plus tard nos intellectuels, nos élites. Partout ailleurs dans le monde (pourquoi ne serait-ce pas ainsi dans la province de Québec?) ce sont les intellectuels et les élites qui assument des responsabilités pour leur nation.

Ces responsabilités d'adultes, nos jeunes seront-ils capables de les assumer? Sûrement pas, si nous continuons de répondre au silence par le silence; si, au lieu de travailler à nettoyer les horizons obscurcis, nous développons les bêtises de plus en plus lourdes d'un asservissement de l'esprit que nous n'avons que trop connu, ici, depuis toujours.

On ne saurait exagérer l'importance de ce climat de liberté que les maîtres doivent apporter auprès des jeunes. Il n'est certes pas nouveau de répéter, après tant d'autres, que, partout dans le monde, les sociétés actuelles sont en voie de transformation. La chose littéraire est, plus que jamais, témoignage de la condition humaine: en fait, elle reflète l'angoisse collective d'un moment inquiétant de l'histoire, tragédie sur laquelle il n'est plus besoin de gloser tant elle est présente.

(suite à la page suivante)

Nous éveiller à la profondeur de notre existence

Pierre Vallières

CE QUI m'apparaît le plus urgent au Canada français, c'est de nous éveiller à la profondeur de notre existence. Qui sommes-nous ? Catholiques, cléricaux, nationalistes, français ?... Si nous n'étions d'abord que des hommes, des hommes libres, nés au Québec, certes, mais avec cette irréductible capacité de choix et d'invention qui est le propre de l'homme ? Si nous n'étions pas encore ce que nous avons à devenir *dans la liberté ?*

L'ENSEIGNEMENT ...

(*suite de la page précédente*)

Ce témoignage, les maîtres ont le devoir de le donner aux étudiants : l'éveil de leur esprit le réclame, leur volonté aussi — volonté qui promet — d'être bientôt des hommes libres, des hommes qui ne demeurent pas en marge des problèmes et des angoisses de leur époque.

Cette vie intellectuelle qui situe l'homme au sein du monde, sommes-nous en mesure, actuellement, de l'assurer ? Il faut répondre que non, tant la résistance est force, tant le respect de la liberté et de la pensée est ici chose qu'on ignore et qu'on veut ignorer.

Les étudiants demanderont bientôt compte — ils l'ont déjà fait d'ailleurs, et assez violemment, je crois, pour nous obliger à agir — de cette préparation insuffisante qu'ils ont reçue. Qui leur répondra ? Le maître, bien sûr ; mais aussi le public, qui ne pourra plus éviter la question. Aujourd'hui le professeur en appelle à la collectivité ; il a besoin d'elle pour faire respecter ses droits de penser et de faire penser, — pour faire respecter ses droits de maître. Répondra-t-on à cet appel ?

Espérant pouvoir dire un jour, nous et quelques-uns de notre génération : Nous redoutions un cadavre, c'est un vivant qui est venu.

★

On s'est plu, depuis le début du XXe siècle, à nous définir comme nationalistes et catholiques. Et à partir de cette définition on a élaboré toute une idéologie que l'on a voulu faire admettre partout comme essentielle à l'âme canadienne-française. Comme si les Canadiens français avaient toujours eu et auraient toujours à se définir contre les Anglais et les protestants ! Nés à un certain moment de la lutte pour la survivance, la définition dite "traditionnelle" que l'on a étiquetée sur notre front m'est souvent apparue comme une fabrication abstraite destinée davantage à l'utilisation des hommes à des fins politiques — de parti ou d'Eglise — qu'à leur compréhension profonde, respectueuse et désintéressée. On a voulu nous enrôler avant de nous connaître et on a projeté sur nous une "vocation" toute faite pour nous montrer la voie à suivre. Mais on ne révèle pas une collectivité à elle-même en lui soufflant dans la tête une conscience nationale faite sur mesure et tombant pour ainsi dire tout droit des cieux comme une nécessité. On n'éveille pas un homme à lui-même en l'obligeant à penser comme son père ou son maître. Il ne se fait rien en dehors de la liberté ; et la liberté est un effort arraché aux profondeurs de la nuit intérieure, la plupart du temps dans l'angoisse d'un enfantement. Notre destin — individuel et collectif — se joue dans la liberté et aucune définition idéologique ne pourra jamais prétendre nous réduire à sa simplicité facile. On ne met pas la liberté entre parenthèses sans du même coup tomber dans l'immobilisme irréel de l'abstraction.

Qui sommes-nous donc ? Nous sommes plusieurs. Nés dans un même pays, nous sommes pourtant différents, justement par les choix personnels que chacun de nous a faits depuis qu'il en a la capacité. Ni l'uniformité de l'enseignement philosophique, ni la confessionnalité de la majorité de nos institutions, ni le nombre de nos clochers ne garantissent l'unanimité sociale, politique, culturelle ou religieuse. D'ailleurs, pourquoi l'unanimité ? Une communauté nationale ne suppose-t-elle pas la diversité dans l'unité tout autant que l'unité dans la diversité ? Qu'est-ce qu'une communauté qui ne

serait pas fondée sur le dialogue, la différence, la liberté de pensée et d'action? Si la "nation" ne nous est pas encore devenue indifférente, n'est-ce pas parce qu'elle conserve quelque chose de la fraternité et de l'amitié que nous vivons par petits groupes en son sein? Si la nationalité n'a pas été cherchée, la "nation", elle, peut être voulue librement, dans la sympathie d'un perpétuel vouloir-vivre ensemble, malgré et avec les déterminismes historiques et géographiques qu'il est toujours possible, d'ailleurs, de plier au service d'une liberté assez humble pour accepter de n'être pas absolue. Mais cette "nation", que nous avons sans cesse à réinventer, à rajeunir, ne peut se confondre avec aucune idéologie pour devenir une nation-parti, une nation-ghetto. Car si nous sommes embarqués d'emblée dans une nation, c'est avant tout pour y continuer une histoire...

Fernand Dumont et Guy Rocher ont souligné récemment le fait "nouveau" que "nous souffrons profondément d'avoir perdu la faculté de dire, aux autres et à nous-mêmes, ce que nous sommes"[1]. C'est pour moi le signe d'un réveil, l'appel non seulement à un renouvellement en profondeur, mais l'appel à la position et à l'approche concrète de notre mystère ontologique (pour parler comme G. Marcel). Notre mystère ontologique... Notre être d'homme... Car avant de "dire ce que nous sommes", savons-nous seulement ce qu'est chacun de nous, ce qu'est un homme? Avant de nous inventer un visage collectif "présentable" et d'aller nous promener avec à travers le monde, n'avons-nous pas à faire d'abord l'expérience métaphysique de la valeur de l'homme? Pour devenir des Canadiens français authentiques et vrais, il nous faudra devenir des hommes, des hommes libres et lucides.

Devenir des hommes libres et lucides est notre tâche la plus importante, la plus pénible aussi, puisqu'il n'existe ici aucune tradition de l'esprit et que l'action exercée un peu partout avec fièvre n'est pas toujours libérée des mythes et des peurs. Nous ne possédons pas de philosophie de l'action, parce que nous ne possédons pas de philosophie tout court. Où sont les penseurs? Où sont les chefs? Où est celui qui nous mettra définitivement debout en nous donnant un goût irrésistible de l'aventure fondamentale, celle d'une destinée?

Personne ne contestera la nécessité d'établir chez nous l'esprit dans sa gravité véritable. Gravité qui n'est pas celle du pharisaïsme, du conformisme, de la rigidité, mais de la responsabilité et de la clairvoyance. Il s'agit moins de nous quereller que de procéder ensemble à un éclaircissement — à la fois au niveau de l'histoire et de la métaphysique — de tendre à la reconnaissance "d'un universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers" (A. Césaire), d'une "coexistence de tous les particuliers" pleine de l'universel qui repose au fond de tout. Puisque, en somme, la liberté ne peut réellement se tenir debout que sur la vérité entière.

Nous avons besoin surtout de penseurs, car "ce n'est pas la force qui fait les révolutions, c'est la lumière" (E. Mounier). De penseurs, oui; mais de penseurs qui savent demeurer parmi les hommes, pour s'y "déclasser" sans cesse; de penseurs capables d'éviter l'évasion facile en consentant à la communion et à l'enracinement, car nous avons à faire une chair à notre pensée, notre culture, notre vie spirituelle et notre action; de penseurs aussi qui n'ont pas honte de l'esprit, puisque l'action (l'évolution, la révolution...) exige la création et que la création se fait par l'esprit; de penseurs enfin qui savent se dévouer à l'esprit, qui ne tendent pas à l'emprisonner dans leur vanité, mais qui, conscients d'en être que des élus, sont capables d'en assumer toutes les exigences, jusqu'au bout de la sincérité et de la disponibilité.

Pour ma part, voilà ce que je crois. Et je suis persuadé que les jeunes appuient ceux qui au-delà des revendications, sont animés d'un haut idéal d'action et de pensée, d'action profonde orientée par une métaphysique concrète.

Nous sommes mûrs (peut-être plus qu'on ne le croit) pour les fortes exigences. Si la révolte fut la première à surgir de la profondeur de notre être et à secouer notre peur, le moment est venu où le besoin se fait sentir de ne plus penser uniquement avec notre révolte, mais, plus loin qu'elle, de rechercher, de dialoguer, de réfléchir.

Je n'ai pas vingt-cinq ans. Je n'ai pas vraiment encore appris ma vie. Je suis au commencement. Au Canada français, nous sommes tous au commencement. C'est notre faiblesse. Ce peut être aussi bien notre chance.

★

---

1 *"Introduction à une sociologie du Canada français"* dans *Recherches et Débats*, no 34, *Le Canada français, aujourd'hui et demain*, Arthème Fayard, 1961.

BORDEAUX ROUGE

Jacques Hébert

DETENU à la prison de Bordeaux, j'aurais été un des organisateurs de la dernière émeute. Et je suis un doux. Toutefois, je crois, avec Gandhi le non-violent, que la violence vaut quand même mieux que la lâcheté. Devant l'absurdité et l'anarchie du régime qu'on leur impose, devant l'incurie du gouvernement et l'apathie de l'opinion publique, les détenus de Bordeaux n'avaient qu'une alternative : ou ils acceptaient passivement la situation actuelle par peur des coups et des représailles — et ils étaient des lâches — ou ils se révoltaient.

L'émeute coûtera, paraît-il, $50,000 aux contribuables : trois fois rien si seulement elle provoquait les réformes en profondeur qui s'imposent depuis si longtemps.

Mais voilà le hic : ça n'est pas sûr. Pour ma part, j'incline à croire que rien ne changera vraiment à Bordeaux et qu'il y aura encore des émeutes, encore des déclarations ineffables de ministres, encore des visites de journalistes et des révélations sensationnelles de fonctionnaires... sur le point de prendre leur retraite.

Rien ne changera parce qu'on se contente de soigner un grand malade avec des aspirines. Une série d'émeutes dans une prison, c'est le symptôme d'un grave malaise qu'on ne pourra jamais guérir à coup de palliatifs. Tuer les rats, renvoyer les gardiens incompétents, nommer un chef du personnel et un adjoint du cuisinier-chef, c'est sûrement utile : quelques aspirines ne font pas de mal.

IL FAUT PLANIFIER

La seule solution sérieuse au problème de Bordeaux, c'est la planification générale du système pénal, judiciaire et pénitentiaire dans ce royaume de l'improvisation qu'est la province de Québec.

De cela, il n'est pas question.

Cependant, après une bonne grosse émeute, le procureur-général a dit :

1. Tout est à refaire à Bordeaux.

2. C'est la responsabilité du ministre des Travaux publics.

Pas d'accord.

1. Ce n'est pas à Bordeaux que tout est à refaire : c'est dans le département du procureur-général. C'est dans l'administration de la justice que règne le désordre dont la misère de Bordeaux n'est qu'une des manifestations.

2. Alors, je me le demande, pourquoi renvoyer la balle au brave ministre des Travaux publics, l'obligeant ainsi à aller voir lui aussi ce qui se passe derrière les murs lugubres de la prison de Montréal ? Faut-il en vouloir à M. Saint-Pierre, dont ce n'est pas la compétence, d'avoir débité les douces platitudes que nous savons ? En voici tout de même quelques-unes, pour le plaisir :

"Je me suis rendu compte que les améliorations consistent en peu de choses : il faudra, par exemple, que les garde-fous des galeries soient plus hauts, etc." (Alors, pourquoi nommer un comité d'étude si le problème de Bordeaux peut se régler avec un peu de quincaillerie ?)

"Quant aux dommages attribuables au bingo du Jour de l'An, ils sont minimes..." (Evidemment, $50,000 ce sont des poussières. Les journaux s'énervent pour rien.)

"J'ai été impressionné par l'excellence, la qualité de la nourriture : j'y ai goûté. *Ils ont même* du dessert." (Faudrait peut-être leur couper le dessert, aux émeutiers. Ça leur apprendrait !)

Voilà comment nos ministres éclairent l'opinion publique. Ils sont au pouvoir depuis un an et demi, ils ont reçu le mandat de *changer* des choses (cf. la rengaine électorale bien connue) et ils nous disent calmement que

1. tout est à refaire, ce qui revient à dire qu'on n'a encore rien fait et

2. "qu'ils ont même du dessert", ce qui laisse croire que ça va presque trop bien.

Cette candeur désarmante vaut mieux, j'en conviens, que le cynisme de l'ancien régime, mais je me demande si ce n'est pas plus dangereux. Le cynisme de M. Duplessis révoltait les honnêtes gens et entraînait une certaine réaction ; les propos sereins et bien intentionnés de MM. Lapalme et Saint-Pierre ne peuvent que nous endormir et paralyser tous les efforts des rares originaux qui veulent vraiment que ça change.

LE COMITE DES FAMILLES...

Soyons justes : au lendemain de l'émeute du Jour de l'An, le procureur-général a quand même jeté en pâture aux éditorialistes braillards la sucette traditionnelle : un comité.

On est pour, les comités. Mais avant de crier bravo et d'oublier qu'on aurait tout de même pu le nommer il y a un an et demi, *avant les dernières émeutes,* on doit examiner d'un peu plus près le comité-du-lendemain-du-grand-bingo.

Il est formé d'un psychologue. Bien. Et d'un professeur de sciences pénitentiaires au nouvel Institut de criminologie. Encore mieux. En fait aussi parti, le colonel Lambert, un policier dont on dit beaucoup de bien dans les journaux et dont il faut au moins reconnaître la solidité de l'estomac puisqu'il a pu exercer ses hautes fonctions dans la Police Provinciale pendant tout le régime Duplessis sans vomir une seule petite fois. Encore un agneau à la Eichmann qui ne faisait que suivre docilement la houlette du berger. N'insistons pas. Cet ignorant de bonne volonté a eu au moins l'ultime courage de dévoiler, devant les journalistes rassemblés (quatre mois avant de prendre sa retraite) le contenu du rapport qu'il avait présenté au procureur-général... deux mois avant l'émeute. N'insistons pas. Mais disons encore que ce personnage ne peut rien apporter de plus au comité que ce qu'il a déjà déclaré aux journalistes lors du show du 11 janvier.

Enfin, pour discréditer complètement le malheureux comité, on y a nommé l'ineffable shérif Caisse, qui n'a jamais rien compris à rien, qui ne soupçonne même pas qu'il puisse exister un meilleur système pénitentiaire que celui dont il a été le lampion vacillant depuis déjà trop longtemps. (J'oubliais presque M. Cumas: c'est l'Anglais de service.)

Voilà, bonnes gens, le comité plum-pudding qu'on vous a offert pour les fêtes.

Et on ne vous a pas tout dit : alors que le ministre des Travaux publics nous explique que le dégât causé par l'émeute est minime (bah ! 50,000 piastres...), le procureur-général fait des économies en invitant les membres du comité à travailler bénévolement. Cela ne prouve pas qu'ils travailleront sans enthousiasme, à temps perdu, mais cela indique que le gouvernement n'attache pas une grande importance à ce comité. Il ne sera évidemment pas appelé à jouer un rôle majeur et nous avons des raisons de croire que sa fonction sera d'ordre soporifique : endormir la population jusqu'à la prochaine émeute.

La mission du Comité est vague et consiste, semble-t-il, à revoir les règlements de la prison de Bordeaux. ("Comment faire pour qu'*ils* se tiennent tranquilles.") Pendant que le bateau coule, ces messieurs s'amuseront à peinturer le bastingage...

UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

Si l'improvisation n'était une de nos caractéristiques nationales, le gouvernement se serait empressé de former une véritable Commission d'enquête, une Commission Fauteux à l'échelle provinciale dont le mandat aurait été le suivant : proposer, après des études et des enquêtes sérieuses, les modalités d'une planification générale du système pénal et pénitentiaire dans la province de Québec, entraînant obligatoirement la réforme de l'administration de la Justice, l'élaboration d'une nouvelle politique pénitentiaire et l'organisation de l'assistance post-pénale, compte tenu, bien sûr, des limites de la juridiction provinciale.

Il va sans dire qu'un tel programme toucherait à la fois le département du procureur-général, le ministère du Bien-être social et de la Famille, le ministère de la Santé et pourquoi pas, le ministère des Travaux publics.

La Commission d'enquête devrait comprendre des criminologues, des juges, des avocats, des spécialistes de la réhabilitation et quelques experts étrangers qui pourraient, plus facilement que les Lambert maison et autres Caisse, obtenir des témoignages valables des détenus.

ENTRE AUTRES CHOSES...

Cette Commission pourrait, entre autre :

1. *Etudier les lois provinciales pertinentes et proposer de nouvelles législations.* Ce n'est pas en changeant les règlements de Bordeaux qu'on empêchera les juges d'y envoyer pourrir les adolescents, ce n'est pas en tuant les rats qu'on mettra fin à l'injustice qui consiste à entasser à Bordeaux des prévenus, considérés comme innocents jusqu'à preuve du contraire, et qui pourtant sont traités exactement comme les condamnés, etc...

2. *Etudier tous les moyens modernes de prévention du crime et de réhabilitation:* On laisse à la dérive une certaine jeunesse dont on ne se préoccupe que le jour où elle désobéit à la loi. Mais alors, la société qui n'a rien fait pour prévenir le crime, frappe le délinquant à tour de bras, le punit, le déshonore, le condamnant presque, pour un vol de bicyclette à devenir un criminel irrécupérable. Il ne s'agit pas d'éliminer la peine, qui parfois peut jouer même un

rôle de réhabilitation, mais il faut, comme ailleurs en pays civilisés, utiliser toutes les ressources de la criminologie moderne. Au lieu de détruire un adolescent par la simple détention, lui apprendre un métier. Au lieu de punir en vain un malade mental, le soigner. Constituer un dossier de personnalité pour chaque prévenu et trouver le meilleur moyen de mettre un terme au danger social qu'il représente : ce n'est pas nécessairement la prison. Exiger que les juges, les avocats, le personnel préposé à la prévention et à la réhabilitation, les gardes des prisons reçoivent une formation criminologique adéquate. (Certains gardes de Bordeaux se sont inscrits *à leurs frais* aux cours donnés par notre jeune mais dynamique Institut de Criminologie. La Police de Montréal paye même les cours de quelques-uns de ses agents. Au lieu de déclarer que 70% des gardes de Bordeaux sont pourris, pourquoi ne pas avoir utilisé l'enseignement qu'on donne à cet institut et même les cours du Collège pénitencier de St-Vincent-de-Paul pour former le personnel de nos prisons?)

3. *Etudier le régime des institutions pénitentiaires.* On découvrirait sans doute qu'il est temps de centraliser l'administration des prisons qui, actuellement, dépendent isolément du procureur-général. En Ontario, il y a un ministère des prisons. Nous pourrions au moins organiser un département des prisons sous la dépendance du procureur-général. On nous parle du classement des prisonniers, mais dans un même souffle on ajoute que cela pourrait se faire dans la forteresse moyenâgeuse de Bordeaux. Question de quincaillerie ! Une étude élémentaire nous apprendrait qu'il faut sans doute *plusieurs* prisons plus petites dans lesquelles les mesures de sécurité varieraient selon les catégories de détenus. Ce serait alors au psychiatre et au travailleur social — non au geôlier — de déterminer, après un examen sérieux, la catégorie d'un détenu.

4. *Elaborer un programme d'assistance post-pénale.* Est-il besoin de dire que, ne s'étant pas souciés des institutions pénitentiaires elles-mêmes, nos gouvernements n'ont jamais attaché la moindre importance à l'assistance post-pénale. Il existe bien une Société d'orientation et de réhabilitation sociale, logée dans quelque taudis de la rue Craig. Mais il s'agit d'un organisme privé, à maigre budget, dont les efforts louables restent dérisoires. (Les prisonniers de langue anglaise ont la John Howard Society et un machin pour les catholiques.) Dans les pays évolués, on sait que l'assistance post-pénale est financièrement rentable. Comme il en coûte moins cher à l'Etat de réhabiliter un ancien détenu que d'en faire un récidiviste, de même il est à la fois plus économique et plus utile, dans bien des cas, de garder les délinquants hors des prisons. Ainsi, en Angleterre, "l'administration de la Justice criminelle tend à considérer l'emprisonnement comme un *dernier ressort.* Cette nouvelle manière de concevoir le châtiment découle probablement du succès qu'obtient le régime de liberté surveillée et de libération conditionnelle, lequel, dans la mesure où nous pouvons l'affirmer, n'a pas entraîné un accroissement général du crime en ce pays."[1]

SI ON COMMENÇAIT ?

Voilà, en vrac, quelques aspects bien sommaires du programme d'une Commission d'enquête sans laquelle toute réforme de l'administration de Bordeaux ne résoudrait rien.

On prétextera qu'il est excessif de mettre sur pied une "Commission Fauteux" provinciale alors que la juridiction du Québec en matière pénitentiaire est restreinte et qu'elle le sera encore davantage dans un avenir prochain.

C'est juste. Mais le travail de prévention du crime et de réhabilitation est encore plus important quand il s'agit d'individus condamnés à de courtes peines. Une Commission d'enquête, à l'échelle des besoins de la province, pourrait évidemment présenter ses recommandations plus rapidement que ne l'a fait la Commission Fauteux dont les travaux lui serait d'ailleurs fort utiles.

On dira encore qu'il existe une situation d'urgence. Sans doute. Aussi, la Commission devrait-elle, dans le plus court délai, proposer des réformes d'urgence pour "qu'*ils* se tiennent tranquilles", quitte à présenter plus tard un projet de planification générale du système pénal, judiciaire et pénitentiaire. D'ailleurs, l'ancien gouverneur de Bordeaux, le col. Gernay, a soumis depuis longtemps, au procureur-général, un mémoire dans lequel il proposait une série de réformes d'urgence. Pourquoi n'en a-t-on pas tenu compte ? Même dans le mémoire du col. Lambert, il y a des propositions utiles à travers d'autres qui sont ridicules.

Par exemple, le gouverneur intérimaire a raison de dire qu'il faut séparer les détenus et les prévenus. Mais il a tort de prétendre qu'il suffirait de loger les prévenus ensemble dans une aile de la prison : ils devraient être *ailleurs.* Il a raison de réclamer un bibliothécaire, mais il a tort de "donner des récréations" de plusieurs heures à des détenus sans organiser les loisirs. Pendant ces heures d'oisiveté, les détenus préparent les émeutes puisqu'ils n'ont rien d'autre à faire.

Bref, il faut qu'on cesse d'improviser.

"Tout est à refaire", dit monsieur Lapalme.

Alors, si on commençait ?

★

1 *Rapport Fauteux,* Ottawa 1956, page 20.

CHRONIQUE DE L'ATOME

• • • • • • • • • • • • • • •

Le dernier mot de l'esprit:

"I WOULD RATHER BE DEAD THAN RED"

(*HOOVER*)

Pierre Vadeboncoeur

LA SAGESSE universelle vient d'accoucher d'une science pour demain, dernière-née de quelque américaine cervelle : la "science de la survivance de l'homme." Elle s'occupera de déterminer les conditions et les moyens de perpétuer la race humaine après le déluge nucléaire. La célébrité ne garantissant point contre la bêtise, Margaret Mead propose déjà de sélectionner les couples les plus vigoureux, les plus récemment mariés, les plus aptes à procréer, qui seront les Noés de quelques-unes des arches souterraines que l'Amérique s'apprête à construire au coût de $700 millions, au cas où la défense de l'entreprise privée nécessiterait qu'un Américain seulement sur dix survécût dans une civilisation de vers de terre.

Les fous du gouvernement américain étant en surnombre, il s'en trouve un peu partout et nous avons naturellement d'excellentes chances d'en trouver à la Défense civile. Justement, un certain Strope, savant en chef de ce service, prétend que les savants qui spéculent sur les conséquences possibles de la guerre nucléaire ne sont, somme toute, que des "amateurs" et qu'ils "exagèrent la gravité du problème". (Tiens! serait-il schizophrène ?). Lui-même ne l'exagère pas, sans doute. Il n'y a vraiment pas à tant s'en faire. Il dirige l'équipe scientifique d'un service relevant du Département de la défense, lequel, avec réalisme et sans qu'il y ait lieu de s'affoler, demandera au Congrès d'autoriser une dépense de $700 millions en vue de construire des abris pouvant loger seulement vingt millions d'Américains. Les savants inquiets sont donc des amateurs.

Les Noés survivront aux noyés. Comme dans tout déluge, il est clair que les premiers seront le petit nombre. Mais la sagesse a parlé : elle s'occupera des rescapés. Car il y aura des rescapés. Il est par conséquent de la plus haute importance de les sélectionner. La sagesse universelle, qui est américaine, opte sans hésiter pour l'entreprise privée, traverse avec sérénité la perspective d'une quasi-fin du monde s'il le faut pour la sauver, et triomphe par le produit suprême de la philosophie : une science finale qui prolongera la chienne humanité au-delà de son suicide !

★

L'ANGOISSE DU MONDE MODERNE

Luc Racine

"Un certain degré de misère met à leur place les choses humaines, comme l'idée de la mort . . ."

(A. Malraux, *Les Conquérants*).

CELUI qui se prétend réaliste vous dira qu'actuellement, ne pas craindre la guerre, c'est vivre dans un autre monde. Et sans doute aura-t-il raison. Mais devant cette situation menaçante et inquiétante, que pouvons-nous faire pratiquement, concrètement ? Rien, si ce n'est tenter de la comprendre. Libre à certains de s'affoler ou de jouer aux prophètes de malheurs. Libre à d'autres de ne pas y penser. Mais, si nous ne pouvons pas oublier, il devient indispensable d'ébaucher une explication.

La crainte devant l'éventualité d'un conflit de nature nucléaire est identifiable à l'angoisse devant la souffrance, la mort et le néant. Par ailleurs, pour sentir une angoisse devant la mort, il faut avoir pris une extrême conscience du temps. Car l'expérience la plus pauvre montre que, toujours, le temps coule vers la mort. Soulignons les aspects de la pensée et du sentiment actuels qui permettent de déceler une inquiétude en face d'un réel en perpétuel changement et par conséquent déroutant.

L'importance énorme que la philosophie accorde maintenant à l'existence et à la nature du réel considérée comme insaisissable montre une incomparable prise de conscience du caractère sans cesse mouvant et absurde du monde extérieur et intérieur à l'être humain. Ceci s'explique partiellement par l'athéisme et la presque totale désacralisation du nombre actuel. Nous avons oublié, semble-t-il, ce qu'est le respect.

D'autre part, cette prise de conscience est très intimement liée à celle du temps, surtout du temps passé. L'Occident est la seule civilisation au monde qui élabore une théorie de l'histoire, c'est-à-dire une étude de l'évolution universelle, spatiale et temporelle. Voilà la plus récente défense de l'homme face à sa condition. Son aspect négatif est d'annoncer une mort imminente de la civilisation de l'Occident : en 1953, M. Eliade écrivait, dans *Mythes, Rêves et Mystères:* "Dans beaucoup de religions et même dans le folklore des peuples européens, nous relevons la croyance qu'à l'instant de la mort, l'homme se rappelle son passé dans ses plus menus détails et qu'il ne peut pas mourir avant d'avoir retrouvé et revécu l'histoire de son existence tout entière. Sur son écran intérieur, le mourant revoit une fois encore son passé. Considérée de ce point de vue, la passion historiographique de la culture moderne serait un signe annonciateur de sa mort imminente. Avant de sombrer, la civilisation occidentale se souvient une dernière fois de tout son passé, depuis la protohistoire jusqu'aux guerres totales. La conscience historiographique de l'Europe — que certains considèrent comme son plus haut titre de gloire — serait en réalité l'instant suprême qui précède et annonce sa mort."

Nous ne savons pas encore comment se fera cette dissolution, mais la menace de guerre devient plus significative. Evidemment, ce n'est pas le seul moyen qu'a une civilisation pour se détruire. La disparition de la culture occidentale actuelle pourrait se faire par une évolution vers une plus grande sagesse, évolution dont nous ne pouvons que soupçonner la nature extrêmement complexe. Il ne reste qu'à espérer que la guerre ne sera pas nécessaire à fin de la civilisation occidentale qui, elle, est irréfutable. La prise de conscience de cela peut incarner cet espoir et le rendre fécond. Mais qu'une telle éventualité se réalise, il faudra que la prise de conscience soit collective et rapide.

La sensation extraordinaire que nous avons de la menace du temps nous impose la vision d'un monde sans aucun sens ni orientation, dépourvu de toute intelligibilité. Le monde semble être un vaste chaos. Ce qui est une autre source d'angoisse. Notre représentation du monde nous inquiète et nous déroute. Il semble que nous retournions à cet état de désordre et d'indifférenciation qui, dans l'inconscient, précède la naissance de l'individu comme celle du cosmos. Mais dans l'inconscient, l'angoisse accompagne également le moment qui précède la mort comme celui qui précède la naissance. Et la mort est une naissance, une initiation pénible à un nouveau mode d'être. Il semble que nous devrons subir cette douloureuse initiation. Mais il est bon de ne pas oublier que la mort de cette création spirituelle qu'est une culture n'entraîne pas nécessairement une destruction totale à tous les plans de l'activité humaine. Nous contenons le monde qui arrivera bientôt et sa richesse nous oppresse. Mais au plus profond de nous-mêmes, la mort et l'angoisse sont toujours une promesse de résurrection.

La situation présente de l'Occident consacre son déclin mais en assure tout autant la régénération totale. Il ne faut plus maintenant se résigner et attendre un monde meilleur ; comme le disait Goethe, on ne voyage pas seulement pour atteindre le but mais aussi, et surtout, afin de vivre la route. Seule la souffrance révoltante et éparse depuis toujours sur la surface de la terre, seule cette épreuve permet la joie qui la suit. Et la vie humaine est bonne pour autant qu'elle est un chemin vers l'éternité.

Des enfants que nous rencontrons tous les jours sur notre route incertaine resurgira la noblesse du monde. Et peut-être aussi est-il salvateur de rappeler qu'encore aujourd'hui, ainsi que le disait Camus, il est en l'homme plus de choses à aimer qu'à haïr.

— o —

Récemment, on[1] exprimait l'opinion suivante : "devant la menace de guerre qui augmente sans cesse, l'attitude la plus humaine à prendre est de cesser la procréation. Car nous n'avons pas le droit de jeter à un monde qui sera peut-être rendu intolérable à cause de nos folies des êtres innocents. Nous n'avons pas le droit de vouer à la souffrance de pauvres enfants démunis. (Hier, je regardais un de mes jeunes frères... mais passons !) A cette juste suggestion, une part, la plus humaine en moi, répond chaleureusement : "Oui, oui, c'est cela, je ne pourrais vivre en pensant que, dans un an peut-être, celui que j'aurai aidé à faire vivre aura devant les yeux un monde aux trois-quarts atomisé, des plaines sans fin de désolation et de martyres. Je ne peux plus, sous prétexte de suivre ma voie naturelle, accomplir une telle horreur. Quel monstrueux égoïsme ce serait de consentir des années de douleur à un être parce que, quelques jours peut-être, je pourrai me réjouir de le voir jouer sur mes genoux et charmer mes oreilles d'un apaisant babil. Devant la menace actuelle, je refuse donc de perpétuer la vie, et cela malgré toute la résignation qu'il y faut."

Mais tout aussitôt, une autre voix crie, cette part de mon être qui se souvient de la seconde

1 Lucille Durand, "Blocus des naissances... vs Blocus Berlin", *Cité Libre*, décembre, 1961.

ineffable où la vie vint, pour la première fois, hors de la matière inanimée : "Non ! non, tu n'as pas le droit d'entraver la liberté de la vie sous de tels prétextes, si hautement humains et courageux soient-ils. L'humain est fait pour tous les courages, mais moi, la part d'animal qui permit à tous tes semblables de devenir ce qu'ils sont, je suis faite pour la persévérance et la ténacité aveugles. Et c'est moi qui ai raison, tu verras. Tu peux penser qu'il vaut mieux que la race humaine s'éteigne plutôt que de vivre dans la détresse et le malheur : mais je te dis que ce n'est pas à toi, orgueilleux, de décider de cela. Laisse donc ce problème, il te dépasse. En dépit de ton angoisse, attends. L'avenir me donnera raison. Aie confiance en la vie, si tu peux te croire toi-même. L'homme est avant tout un déconcertant optimiste et non pas un sécréteur de résignations stériles. Dans le coeur de tous les humains et même dans celui de ceux dont tu crains l'aveuglement, la rage et la possibilité de te détruire, il y a une force de vie que tu tends trop à oublier."

Suggérer l'arrêt total de la procréation est donc une émouvante théorie sans possibilité concrète, puisque ces deux voix ont, hélas, également raison. Dans toutes nos pensées et nos actions, ainsi que dans nos plus beaux projets, notre créature demeure irréductiblement double.

Il n'en découle pas pour autant que suggérer l'arrêt de la procréation ou s'alarmer devant la guerre possible ne soit que vaine et ridicule perte de temps. Plus il y aura de tels textes d'écrits, plus la foule prendra conscience de ce qui la menace et s'y opposera. Et tous savent que la foule déchaînée est impossible à dominer. Le chemin d'une propagande salutaire est maintenant ouvert : il nous reste à lutter jusqu'à ce que Zweig nommait l'extrême limite des forces humaines.

"Et si cette nuit est une nuit du Destin, Bénédiction sur elle jusqu'à l'apparition de l'Aurore" (A. Malraux, dans le discours d'Athènes).

— o —

Il est aussi intéressant de remarquer que la menace de guerre totale a soulevé au Québec les questions les plus imprévisibles. Entre autres, celle-ci : guerre et séparatisme (ou Laurentie, indépendantisme...). Dans un récent numéro de *Cité Libre*, P.-E. Trudeau reproche à "la maudite engeance d'aujourd'hui" de sacrifier le problème de la guerre nucléaire à celui du séparatisme. N'oublions pas cependant que la panique ou la malédiction n'ont jamais sauvé l'humanité. S'il est vrai que le problème de la guerre totale demande qu'on lui accorde une grande importance, il demeure indispensable de ne pas lui sacrifier toutes nos autres activités : il n'est certainement pas bon d'oublier complètement, mais pour que la vie soit tolérable, il faut bien oublier un peu. On a défini le désespoir comme un renchérissement sur les malheurs et les absurdités. La question de la guerre mérite que l'on s'y arrête lucidement sans en faire une obsession dévastatrice. Il ne faut pas nous paralyser en fixant toute notre attention sur un problème d'ampleur universel auquel nous pouvons relativement peu. Il faut accepter de faire seulement ce que nous pouvons faire. Si la jeunesse actuelle s'attache au problème du séparatisme, ce n'est pas par indifférence aux grands problèmes de l'humanité mais par souci d'orienter son action d'abord sur ce qu'elle est apte à modifier. Bien que nous n'ayons pas fait la guerre de trente-neuf, je ne crois pas que notre jeunesse ait été vécue à grands renforts d'ouate et de "dorlotements". Si toutes valeurs sont tombées pour un grand nombre d'entre nous, l'intelligence et la compréhension de nos aînés serait peut-être à reviser. Et ce n'est pas en nous disant que le "passé du monde n'aura peut-être pas d'avenir" ou que nous nous attachons à des problèmes "qui ont trouvé leur solution il y a un siècle" que vous allez nous encourager ou nous édifier. En ce moment, nous tentons tant bien que mal d'agir selon un rôle d'homme et de cesser de subir ce que, sauf votre respect, vous avez enduré plus ou moins passivement. Votre courage à endurer, nous essayons de le transformer en courage à changer. Nous préférons continuer à être séparatistes, à nous aimer et à rire un peu, que de perdre le sens commun devant un désastre qui n'est pas si inévitable.

Evidemment, nous ne prétendons pas posséder la vérité. Mais vous nous avez enlevé nos illusions : vous ne la possédez pas non plus. Si l'on ne doit pas accorder une importance excessive à tous nos petits problèmes locaux et personnels, nous ne devons pas non plus être obsédés par les problèmes internationaux. J'ai tout simplement voulu nuancer l'opinion de M. Trudeau ; opinion que, par ailleurs, j'estime pour son courage et sa lucidité. Il est cependant étonnant que la nuance doive être apportée par un "moins de trente ans". Je n'ai pas voulu faire de polémique vaine comme ces révoltés que l'on entend si souvent aujourd'hui et dont l'attitude dénote un inquiétant besoin d'attention et d'amour.

Pour respecter, il faut avoir été initié au respect. Nos enfants, peut-être...

★

TRIBUNE LIBRE

LA GUERRE DE TROIE AURA LIEU

Raynald Caron

A MOINS QUE... Mais résumons d'abord le débat.

Les tenants farouches de l'école neutre réclament à hauts cris un système scolaire d'Etat, allant du primaire à l'université, qui mette de côté l'enseignement de toute religion. A quoi les partisans du non-changement résistent avec indignation, forts de leur assurance de posséder la vérité et dévorés du zèle de la répandre auprès de leurs semblables.

Aux premiers, rappelons cette parole de Roosevelt: "La religion, en enseignant aux hommes leurs relations avec Dieu, donne à chacun le sens de sa dignité personnelle et lui apprend à se respecter lui-même en respectant les autres." Quant aux conservateurs à outrance, c'est Pie XI qui leur répond, dans son encyclique DIVINI ILLIUS MAGISTRI: "L'Etat peut aisément, même dans une nation divisée de croyances, pourvoir à l'éducation de tous, en laissant la liberté aux initiatives de l'Eglise et des familles et en aidant de justes subsides."

Mais là n'est pas la difficulté première. Ces deux positions, en effet, ont l'avantage d'être clairement établies: leur extrémisme même met notre société en garde. Le vrai danger d'un conflit religieux vient plutôt d'une troisième école, celle qui est à la recherche de compromis. Malheureusement il arrive que, sans le vouloir, elle fasse le jeu de l'un ou de l'autre groupe, plus souvent du premier toutefois, de sorte que les positions originales se durcissent et que l'atmosphère se gâte. Où irons-nous si la sérénité nous quitte dans ce débat devenu nécessaire?

Le principal compromis avancé est le suivant: l'enseignement de la religion serait conservé dans nos écoles, mais les élèves resteraient libres d'en suivre les cours. Proposition irrecevable. Il est vrai que l'esprit religieux s'acquiert surtout au foyer familial et que les manifestations religieuses s'organisent normalement sur le plan paroissial; mais l'enseignement lui-même de la religion doit se faire à l'école, si l'on veut lui assurer le plus d'objectivité possible.

Or mettre à part l'enseignement de la religion, c'est déjà jeter le doute dans les consciences enfantines: pourquoi ne pas aller jouer, après la classe régulière, quand on a dix ans? que devient la notion de bien et de mal, si tel cours est obligatoire pour les uns et libre pour un petit nombre? à quoi bon toutes ces pratiques religieuses, s'il paraît possible de faire sa vie et son bonheur avec ou sans religion? Traiter la religion en parente pauvre à l'école, c'est ouvrir la porte à l'indifférence religieuse: de là à perdre la foi, il n'y a plus qu'un pas; ce pas, il est souvent franchi à l'âge de l'adolescence, parce que cette étape décisive ne se traverse qu'avec des principes moraux solides et un idéal de spiritualité.

C'est également faire une injustice grave à la jeunesse: sous prétexte de respecter les droits de quelques parents agnostiques, par exemple, peut-on ainsi priver une majorité d'enfants d'un droit fondamental, celui de l'instruction religieuse? Car, qu'on le veuille ou non, l'éducation qui s'abstient d'être morale ou religieuse est mutilée à sa base même: à cause de son caractère superficiel et pragmatique, elle néglige les plus nobles facultés de l'homme, renonce aux énergies les plus puissantes, perd sa force d'équilibre. Tant il est vrai que la grâce ne détruit pas la nature, mais l'élève et la perfectionne.

Bien plus, le seul fait qu'il s'y donne des cours de religion ne suffit pas pour qu'une école puisse être jugée conforme aux exigences de la conscience humaine. Il faut que tout l'enseignement soit régi par un esprit vraiment religieux, sinon chrétien. Une éducation qui se veut profonde doit faire la synthèse de toutes les disciplines sur un plan supérieur: la religion étant, de par sa nature même, le point de repère tout désigné, il importe que toutes les disciplines, chacune selon son importance, en soient imprégnées. Autrement l'éducation est un mot vide de sens et nos efforts sont vains.

La thèse d'absentéisme, mise de l'avant par des catholiques de bonne foi, est donc à rejeter sans ambages. Mais alors, où est la solution à cet épineux problème? Posons d'abord un principe: le rôle de l'Etat, c'est d'assurer l'éducation à tous les citoyens en respectant les droits de chacun. Ce principe de justice distributive, toutefois, s'avère difficile d'application. Mais si notre système actuel permet tout un secteur aux protestants, pourquoi ne pas étendre ce service aux juifs, aux agnostiques et aux dissidents de toutes sortes, quand la chose serait géographiquement ou démocratiquement possible? Ce serait sûrement faire un pas en avant.

Sans doute une telle suggestion manque-t-elle d'originalité; peut-être même ne rencontrerait-elle pas l'adhésion de tous ceux-là qu'on appelle dissidents. Mais pourquoi s'en tracasser: tant qu'ils seront minoritaires, la majorité ferait une très grave erreur de leur sacrifier ses droits légitimes, d'ailleurs chèrement acquis. Une telle entente, après tout, demande peu de choses: un effort d'adaptation des uns et la collaboration compréhensive des autres. Les principales aspirations légitimes de tous et chacun étant satisfaites, la justice et la charité trouveraient leur compte. Au surplus, ne serait-ce pas faire preuve de maturité religieuse et sociale?

Le dialogue actuel est bien mal engagé. L'irréductibilité des extrémistes, le manque de réalisme des entremetteurs, le ton amer de la plupart des échanges, tout cela ne fait que brouiller les cartes et aviver les cendres qui couvent. Où nous conduira la querelle religieuse?

Pourtant il faut à tout prix éviter la guerre de Troie.

★

HISTOIRE DU CANADA

Paul Michaud

IL Y A certaines petites lacunes dans notre histoire qui me tracassent un peu ces jours-ci.

D'abord, il y a le phénomène assez incompréhensible des recherches que l'on effectue ces jours-ci le long de l'Outaouais pour découvrir le site de la bataille du Long-Sault. Je ne sais si je dois me révolter ou me réjouir devant ces recherches.

Ainsi, bien qu'il y ait plus de 300 ans que cette bataille fut livrée, bien que l'on fête cet événement à tous les 24 mai, bien que tous connaissent l'histoire de Dollard et de ses compagnons, personne ne sait encore où se déroula cet événement qu'on dit historique.

On ne peut certes dire la même chose de Waterloo, Marengo ou même de Bull Run. On peut de plus être certain du fait qu'il est normal de connaître l'emplacement d'une bataille assez célèbre pour être commémorée annuellement. Nous sommes donc devant une légère impasse historique.

Se peut-il que M. Fregault ait eu raison au cours de ses récentes discussions publiques avec l'abbé Groulx sur la bataille du Long-Sault? Je le croirais devant un fait aussi surprenant que celui de ces recherches effectuées en 1961.

Le second point que je voudrais souligner fut causé par un refus — un refus de pouvoir visiter une tombe — la tombe de Papineau.

Papineau fut enterré à Montebello sur le terrain qui est actuellement propriété du Club Seigniory — le club des millionnaires. A l'époque, le clergé lui avait refusé la sépulture chrétienne. Il fut donc enterré non loin du cimetière, dans le terrain du manoir des Papineau.

Croyant avoir le droit et le privilège de pouvoir visiter ou au moins voir de loin, la tombe d'un très illustre Canadien, j'ai demandé accès au manoir. Un des gardiens, car il y en a plusieurs, m'a refusé l'entrée. J'ai donc communiqué avec la personne en charge du club — qui elle aussi m'a refusé tout accès. Elle a même eu cette parole assez surprenante: "Même M. Louis St-Laurent ne pourrait être admis au terrain du Club sans être accompagné d'un membre."

Il est intéressant de noter que personne habitant Montebello — ni le maire, ni le curé — personne de cette localité n'est membre du Club. Donc, si quelqu'un tient absolument à visiter ce site, il doit se faire accompagner d'un membre obligeant et qui demeure probablement à Montréal ou Ottawa. Ceci réduit considérablement les occasions de visiter le site du tombeau de Papineau.

J'ai toujours cru que les hommes illustres appartenaient un peu à l'histoire. Il est toujours regrettable d'apprendre que l'un d'eux est la propriété, jalousement gardée, d'un Club de millionnaires.

★

O. N. U.:
LA REFORME OU LA MORT

François Piazza

MADAME SE MEURT, peut s'en faut qu'elle ne soit morte. Avec la fin de l'année, Dame ONU est entrée dans le coma. Nul ne peut savoir si elle en ressortira vivante; à vrai dire, à l'allure où vont les choses, son état, sans être désespéré, n'est guère encourageant. La crise entraînée par la mort de Monsieur "H" nous avait déjà donné de sérieux soucis; néanmoins, troïka ou chef de file, il faut croire que l'on accordait quelque crédit, à cette époque, à la noble institution qui nous préoccupe. Or, il semble que ce crédit même est mort. Nous assistons, depuis peu, au début d'une liquidation de contentieux, pour ne pas dire de comptes en souffrance, entre les Etats du Tiers Monde et

les petits Occidentaux, sans que l'ONU, semble-t-il, puisse intervenir. C'est à se demander si elle conserve une utilité. Serait-elle devenue le "machin" dont parlait un certain De Gaulle, un homme qui n'a jamais caché son mépris ni sa désinvolture vis-à-vis de l'ONU? Au train où vont les choses, ce n'est pas exclus!

Que l'on en juge: il a suffi que l'homme "à la rose", le "pacifique" Nehru renonce au Prix Nobel, pour que l'Inde, au nom de l'anticolonialisme, se comporte comme un vulgaire pays colonisateur: il n'y a pas beaucoup de différence entre l'expédition de Bizerte et celle de Goa. Du coup, l'Indonésie, après l'avoir fait sur le papier, se prépare à annexer la Nouvelle-Guinée, hollandaise, au nom du même principe, tandis que l'Irak se prépare à en découdre pour s'emparer de Koweit; à cette occasion l'Angleterre retrouve ses vieux arguments de 80 pouces. D'ici que le Guatemala tente de s'emparer du Honduras britannique, au nom des peuples à disposer d'eux-mêmes en général et des autres en particulier, il n'y a pas loin... Holà... Que fait l'ONU?

L'ONU? Mais elle est au Katanga. Elle n'est même que là. Qu'il ait tort ou raison, Monsieur Tschombé (ou le féroce Tschombé, selon les goûts) n'a pas que des amis anonymes. Ce qui permet de trouver du temps et des troupes pour essayer de le réduire à la raison. Dix mille "casques bleus", dans un enthousiasme qu'on peut difficilement qualifier de délirant, se "jettent" à l'assaut de sa capitale, tenue par 6,000 gendarmes katangais. S'ils ont été mis en échec pendant dix jours, c'est parce qu'ils eurent affaire à 400 mercenaires de tous poils, les "affreux", réplique africaine de l' "abominable homme des neiges" sans doute, puisqu'ils repoussèrent (de peur?) les contingents "de la paix". Pour qui nous prend-on? L'affaire du Katanga devient ridicule et, quoi qu'on en pense, le ridicule tue encore.

Qu'on me pardonne de faire de l'ironie. L'humour semble bien, en l'occurrence, la dernière défense que nous puissions opposer à la peur et à l'amertume. Peur de voir l'ONU dégénérer en une vulgaire Société des Nations. Nous savons trop bien les conséquences qu'entraînerait un tel glissement. La S.D.N. nous a laissé des souvenirs! Amertume de voir ce tribunal international devenir petit à petit impuissant, mourir à petit feu avec tous les espoirs que nous avions mis en lui. Son agonie risque de devenir la nôtre. Il faut qu'il se ressaisisse, qu'il commence à se donner une morale politique.

Car, là comme ailleurs, que vous soyez puissant ou misérable... il y aura deux poids, deux mesures. Pourquoi Monsieur Nehru peut-il se permettre de ne pas respecter la Charte qu'il a signée et que le Portugal a signée aussi? Même si l'Inde est un des leaders du groupe afro-asiatique, elle devrait être condamnée. Mais elle ne le sera pas. Pourquoi?

Parce que l'ONU a perdu, depuis longtemps, sa fonction fondamentale: maintenir la paix dans le monde. L'ONU n'est plus qu'une arène, à l'intérieur de laquelle des partis s'affrontent, marchandent leur vote ou se vendent au plus offrant, se servent de la tribune pour faire des discours de menaces, d'accusations et de propagande. Rien de sérieux ne s'y décide. Sous le double empire du "passe-moi la rhubarbe, je te donne le séné" et du catch oratoire, l'ONU sert à tout sauf à maintenir la paix.

Et voilà pourquoi l'ONU est impuissante. Il faut réagir avant qu'il ne soit trop tard.

En vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit que tous les membres de la Charte ont reconnu, aucun Etat n'a le droit d'annexer un territoire sans le consentement des populations qui l'habitent. Pourquoi l'ONU ne peut-elle pas imposer aux parties de se soumettre aux décisions issues d'un référendum, ayant eu lieu sous son contrôle, qui donnerait l'avis des populations intéressées? Tout Etat qui refuserait de suivre cette règle serait mis au ban des nations et subirait des sanctions économiques et diplomatiques de la part du reste de la planète.

Hélas, ce beau principe, dans l'état actuel des choses, est strictement inapplicable. Peut-on imaginer, un seul instant, l'URSS ou les E.-U. subissant des représailles de la part des autres nations, pour avoir violé le loi internationale? Ah! s'il s'agissait du Honduras ou de la République Dominicaine... Et encore!... Les hommes de bonne volonté qui fondèrent l'ONU manquaient de morale pratique. Les nations sont comme les hommes: elles ne respectent les lois que lorsque leur non-observance entraîne des sanctions. La base de la société, même si cela reste désagréable à constater, reste encore le bourreau.

Il faut donc réformer l'ONU. Lui donner une force morale et pratique, en faire une réalité...

Comme ce n'est ni les journalistes, ni les humanistes qui peuvent avoir le droit à la parole, il faut qu'une nation en prenne l'initiative. Quel pays pourrait être plus qualifié que le Canada pour inspirer et animer une telle réforme?

Le Canada possède un grand prestige à l'intérieur de l'Assemblée internationale. Grande puissance économique, il ne peut être soupçonné d'intentions belliqueuses envers qui que ce soit; jadis colonisé, il n'est pas colonialiste; bilingue, il est en relations très amicales avec bien des pays du Tiers Monde. Autant d'argu-

(*suite à la page suivante*)

Une définition des Jeunes

Andrée Poirier-Pretty

Le 6 janvier 1962

J'ADMIRE LE COURAGE avec lequel vous avez lancé, en octobre dernier, un appel aux moins de trente ans, sachant très bien les risques que vous encouriez. Je me décide donc moi aussi à "rompre" mon silence.

Voici quelques réflexions.

Créer une revue de JEUNES! Mais c'est une utopie. Je suis probablement pessimiste mais réaliste. Elles meurent presque toutes les unes après les autres. Et comment nous rejoindre nous les jeunes? Nous sommes pour la plupart ISOLES. Notre solitude est vraiment effrayante, soit dit sans littérature. Et quand par bonheur nous nous rencontrons, il s'ensuit ordinairement une déception. Fanatisme, hermétisme, voire snobisme sont trop souvent, hélas, des obstacles majeurs à une compréhension mutuelle et à un dialogue authentique. Une fusion, dans ces conditions, est une gageure. Il en résulte une indifférence silencieuse, même entre nous.

Ensuite, quand donne-t-on la chance aux jeunes de s'exprimer véritablement? A moins d'être chevronné comme Laurendeau, d'avoir le génie d'Anne Hébert, le métier fou d'André Langevin, rares sont ceux qui nous font confiance. Lancer un "jeune" comporte de bons risques que très peu sont prêts à assumer. Les difficultés de briser notre silence s'échelonnent donc jusqu'à devenir insurmontables. (Je vous fais grâce de toutes ces difficultés; qu'il me suffise de souligner le fait.) — Le silence devient donc le triste et commun partage de beaucoup de jeunes. Avec le silence vient l'écoeurement et une tour d'ivoire forcée. Pour ma part, je ne m'y plais pas du tout. Je profite de votre aimable invitation pour le dire carrément. Je ne dois pas être la seule!

Toutes griffes dehors, c'est encore le meilleur moyen pour rester soi-même; en tous les cas c'est sûrement un remède efficace pour combattre l'inertie totale et incompréhensible de notre société (surtout nos aînés) entièrement embourgeoisée. Beaucoup d'entre nous en sommes sortis avec des portes claquantes et tout le fatras; sortie spectaculaire et physique qui n'est pas au fond impressionnante mais bien superficielle.

D'autres, comme moi, en sont sortis moralement, avec des heurts qui ne sont pas apparents mais qui n'en sont pas moins profonds! Le traumatisme moral quotidien de vivre, donc de côtoyer continuellement la bourgeoisie qui est l'essence même de notre nation, est épuisant. Hurler à la lune, crier à des sourds, parler dans le désert serait moins frustrant. On nous a réduits au silence. Nous le gardons, ce silence, les dents serrées, non par passivité mais par dignité. Et quand on est née femme, soit dit sans plaisanterie, c'est intolérable. Il nous faut donc lutter constamment contre deux courants adverses : la bourgeoisie morale (physique est impossible parce que le train de vie est à peu près égal), et pour nous, les femmes, contre des préjugés mortels et tenaces. Etre une femme-artiste-sexuée n'est pas précisément une sinécure dans notre monde conventionnel, vous en conviendrez. Eclater de vie dans une ambiance archi-morne; écrire au lieu de faire le ménage;

O.N.U. . . .

(*suite de la page précédente*)

ments qui jouent en sa faveur et qui lui donnent une certaine audience. Plus que tout autre, il peut essayer de faire entendre et comprendre la voix de la raison. Aucune nation ne peut retirer quelque bénéfice que ce soit d'un conflit planétaire. Nouveau paysan du Danube, le Canada peut faire admettre à l'ensemble des Nations Unies, que la sauvegarde de tous demande quelques sacrifices. Il vaut mieux s'estimer lésé aujourd'hui, qu'être anéanti demain.

La tâche n'est pas facile. Arriver à faire établir par l'ONU un code international réel, persuader chaque nation de l'accepter coûte que coûte, faire comprendre que l'intérêt de tous est celui de chacun, faire admettre à chaque membre qu'il doit, en n'importe quelle circonstance, non seulement respecter les lois, mais encore aider à les appliquer... Tout cela ressemble au treizième travail d'Hercule... Un rêve d'huluberlu ou de poète...

Mais la paix et la survie du monde ne valent-elles pas la peine de tenter l'impossible? Sait-on jamais...? Si les hurluberlus et les poètes avaient raison...?

★

penser en dehors de la cuisine; aimer l'amour à la place des prières n'est pas encore ici très orthodoxe. Nous sommes non seulement la cible de l'autre génération (nos mères, ce qui est encore acceptable) mais aussi, ce qui est plus incompréhensible et moins acceptable, de notre propre génération. Une large part, très malheureusement, se rallie d'emblée à l'esclavage de la femme traditionnelle canadienne-française. Je me permets de le faire remarquer, car ce problème complexe n'est pas sur le point d'être réglé. Les JEUNES, ce sont les hommes : évidemment, mais ce sont aussi des FEMMES. Les ponts sont donc coupés de part et d'autre et ce n'est pas drôle du tout.

Il nous reste donc à écrire et encore écrire, en vue d'une oeuvre posthume. C'est, à mon sens, ce qu'il y a de plus sérieux à faire, même si personne ne s'en soucie. Penser, méditer, agir au mieux ou au pire, mais agir. Jouer franc, prendre ses responsabilités, s'engager, même si personne ne vous engage. Créer s'il nous reste de la force. Le plus souvent hélas, le temps précieux s'envole à défendre nos positions et à nous redéfinir pour ne pas fléchir. Bref être réactionnaire dans un milieu contre-révolutionnaire ! Adolescents pour qui ne veut ou ne peut pas comprendre; adolescents parce que révoltés, parce qu'enthousiastes, parce que délirants de vie, parce qu'amoureux aussi. Un enthousiasme forcené il est vrai; un amour vibrant et provoquant; une volonté tendue de tenir le coup dur; un courage ridicule de ne pas abdiquer. Vivre quoi, à tout prix.

C'est le cratère qui sépare les deux générations; la précédente et la nôtre. NOTRE VOULOIR VIVRE ET NOTRE AMOUR DE LA VIE. C'est par cela que les jeunes se définissent aujourd'hui et seulement par cela. Révolte, feinte indifférence, irrespect, sont motivés par un seul critère : Nous voulons vivre. Et vivre, pour nous, cela veut dire se dégager de l'immense fatras que la génération précédente nous a légué; vivre, cela veut dire se hausser audelà des frontières par trop déterminées de notre ordre social; vivre, cela veut dire aimer passionnément, dans un pays où l'amour est ravalé, bafoué, inexistant; vivre, c'est pour nous créer, sur le champ même de la bêtise généralisée; vivre, c'est agir le plus possible dans le monde amorphe qui est précisément le nôtre.

C'est ma définition des JEUNES, cher monsieur Pelletier.

Nous avons osé dévoiler le monde et nous sommes mordus du goût de vivre. Ce que l'autre génération n'a pas pris la peine de faire.

★

Visitation poétique à la Boulangerie

Yerri Kempf

JE NE CACHE PAS que je me suis rendu à la boulangerie plein d'inquiétude. Un récital de poésie sombre souvent dans le pompeux et l'ennui et des plus beaux poèmes, il ne reste alors qu'un vain flot de paroles... Eh bien, les apprentis-sorciers, une fois de plus, ont réussi un tour de grâce : leurs "Ballades d'aujourd'hui", qui font une large et belle part aux poètes du cru, apportent au public l'eau vive de la poésie la plus vraie et la plus actuelle. Grâce à des jeux d'éclairage, un décor rêveur et une mise en scène ingénieuse les mots deviennent lac de silence... de ferveur... Parfois "comme de grands courants sous-marins" (Anne Hébert) ils entraînent dans les profondeurs, parfois l'amour doucement dérive et c'est Eluard! Il y a aussi la voix engagée de Brecht. Il faut d'ailleurs acheter le recueil de tous ces textes entendus. Les apprentis-sorciers y ont apporté leur soin et leur goût. C'est un beau souvenir et qui permettra de relire chez soi:

"Ah quel voyage nous allons faire
Mon âme et moi, quel lent voyage!"

(Saint Denys Garneau)

LA MAIN DE VELOURS POLONAISE

Si les troupes (de ballet) russes que nous avons eu l'occasion d'applaudir sont toutes menées d'un gant de fer, l'ensemble folklorique Mazowzse obéit plutôt à une main de velours. Le stakhanovisme est également absent chez les danseurs polonais : tout est fondu dans un harmonieux spectacle où les performances individuelles ne prennent jamais la vedette. La chorégraphie, tout en imposant des figures rigoureuses n'oublie jamais d'y introduire un élément de fantaisie qui confère à leur exhibition un caractère de savante improvisation. Aussi émane-t-il de ces ébats un charme familier que la distinction naturelle des danseurs empêche cependant de tomber dans la mièvrerie.

Autre source d'émerveillement : la richesse somptueuse des costumes. On se croirait revenu aux temps de la Renaissance! Couleurs franches, broderies savantes, robes amples... C'est un livre d'images qui nous parle d'un peuple heureux. Il y a une joie de vivre qui surprend d'autant plus lorsqu'on se souvient des avatars atroces que les Polonais ont subi à travers les siècles... Sans doute préfèrent-ils oublier! Et nous oublions avec eux...

DE L'AFFICHE À LA SCÈNE

Le théâtre Anjou a présenté pour les fêtes une charmante comédie de Michel André. Ecrite avec bonheur, "Virginie" nous emmène en bateau dans un sillage de rires... Roger Garceau domine la distribution de haut. Bien que Gaetan Labrèche fasse partie de cette dernière, c'est la jolie Catherine Bégin qui s'avère la plus décevante. Et pourtant elle partage — sur l'affiche — la vedette avec Garceau!

UN COUP DE ROUGE... ÉVENTÉ

Puisque la revue 61 du théâtre Stella est placée sous le signe de la gentillesse, il vaut mieux s'abstenir de jouer au méchant critique. Soyons donc gentil à notre tour et souhaitons aux auteurs une inspiration plus audacieuse pour 1962!

CRITIQUE DE LA CRITIQUE... NON SANS PRÉTENTION!

"Ce pelé, ce galeux d'où venait tout le mal..." Vous l'avez reconnu sans peine : c'est du critique qu'il s'agit! "La vieille carne", comme disait Sacha Guitry. Et pourtant... même Guitry trouvait un critique à son goût : Paul Léautaud. Oui, Léautaud était un bon, un vrai, un grand critique... puisqu'il proclamait à chaque occasion que Sacha Guitry avait beaucoup de talent! Et mon ami Stève Passeur qui jubilait un jour en me lisant à haute voix un éreintement féroce du "Soulier de Satin" : "Oui, me confia-t-il, c'est curieux, je suis toujours de l'avis de ce critique... sauf lorsqu'il parle de moi!" Il faut dire que celui-ci n'était pas tendre non plus pour l'auteur de "Je vivrai un grand amour."

Et cette charmante comédienne, le lendemain d'un four — auquel elle avait participé en qualité d'interprète principale — que je trouvai au milieu d'un amoncellement de journaux et qui m'accueillit par ces mots : "Tu les as lus ? Ils sont tous bouchés à l'émeri. Ils n'ont rien compris, ce qui s'appelle rien. Il y en a juste un qui est un peu moins bête..." Et elle me tendit le journal en question. Je l'avais déjà consulté : c'était le seul article dans lequel on disait un tout petit peu de bien de mon amie ! Ce peu avait suffi... Pauvre critique ! Déjà un siècle et demi avant Jésus-Christ, Térence avait noté : "La complaisance fait des amis, la vérité engendre la haine."

Au seuil de la nouvelle année, je voudrais dire un mot sur le rôle de la critique. S'appliquant à la matière théâtrale, elle doit rendre compte à la fois d'un texte — rapidement entendu — et de sa mise en valeur. En ce qui concerne le texte trop de gens oublient que rien n'est plus éphémère qu'une oeuvre dramatique et que pour une pièce qui survit des centaines et des centaines de personnages disparaissent à jamais le jour où le rideau tombe sur leur dernière représentation. Oui le théâtre est d'abord un événement actuel qu'il faut donc d'abord juger en tant que tel. Ainsi par exemple le théâtre de Gratien Gélinas est plus important que celui de Paul Toupin.

Le critique contemporain a la tâche d'autant plus difficile qu'il n'existe plus comme il y a à peine un demi-siècle, une seule conception théâtrale. Entre Claudel et Beckett il n'y a pas de commune mesure, ni entre Roussin et Ionesco, ni entre Anouilh et Ghelderode. Je pourrai continuer ce petit jeu... Petit jeu qui montre que les conventions admises durant des siècles ont éclaté et que le critique ne peut plus se contenter de sortir son codex ! D'ailleurs, de toutes façons, les règles quelles qu'elles soient ne peuvent suffire à expliquer un succès. Par contre, souvent, elles permettent de mettre à nu les causes d'un échec. Ainsi le premier acte des "Deux femmes terribles" passait si difficilement la rampe parce que Laurendeau faisait évoluer dès le lever du rideau, ou presque, ses six personnages en même temps avant que le spectateur ait pu les identifier. Il s'agit en l'occurrence d'une erreur technique que la critique se doit de souligner.

Là où le point de vue du critique se réfère à son goût personnel, c'est lorsqu'il s'agit de la "qualité" — mot vague, indéfinissable — du texte. Il est vrai qu'à Montréal la majeure partie des pièces représentées sont le fait d'auteurs déjà catalogués. On sait d'avance qu'il s'agit de boulevard ou d'avant-garde ou de "grand auteur"... Toutefois à l'intérieur de chaque catégorie, un texte peut être plus ou moins réussi : il y a aussi du très mauvais boulevard et l'avant-garde n'enfante pas que des chefs-d'oeuvre ! Quant aux auteurs du cru, pour leur rendre justice, il est nécessaire de les situer par rapport à la production contemporaine et aussi, dans certains cas, de montrer leur implication sociologique, puisque le théâtre d'une collectivité permet à celle-ci de prendre conscience d'elle-même. Sur ce plan la pièce de Gilles Derôme "Qui est Dupressin ?" est plus importante que celle d'André Laurendeau citée plus haut. Cependant pour faire sentir ces nuances, il n'est pas nécessaire, à mon humble avis, de couvrir des colonnes et des colonnes et la valeur d'une critique ne se juge pas à son ampleur. Là où le rôle de la critique me paraît presque plus important, c'est dans la détection des nouveaux talents chez les comédiens, metteurs en scène, décorateurs... et dans la démolition des fausses réputations. Comme l'écrivait Stendhal : "On ne saurait siffler trop fort : point de grâce pour la médiocrité, elle diminue notre sensibilité..."

Mon ambition personnelle en tant que critique de Cité Libre est de permettre à mes lecteurs de se faire une idée d'ensemble exacte et judicieuse de toute la production montréalaise et d'essayer de mettre les choses à leur vraie place, tant au point de vue texte qu'au point de vue réalisation. Et ceci sans complaisance comme sans parti pris. Mais non sans prétention : celle de connaître et d'aimer le théâtre. Je sais que cela peut paraître très prétentieux puisque je suis tout à fait de l'avis d'Hemingway qui répondit un jour à un journaliste lequel lui avait demandé s'il avait déjà fait de la critique : "Non, car je n'ai jamais été prétentieux !" Eh bien moi, si. Et ça ne me gêne pas du tout, car il y a pis que la prétention : C'est la fausse modestie !

Voici donc pour tout arranger mon petit palmarès personnel 1961 !

Du côté auteur : Naissance de Gilles Derome.

Du côté mise en scène : La "nouvelle vague" : Albert Millaire, André Pagé et Jacques Zouvi.

Du côté comédien : Consécration de Lise Lasalle et Jean Besré.

Espoirs sérieux : Martine Simon et Yvon Deschamps.

Triomphe personnel exceptionnel : Monique Leyrac dans l'Opéra de Quat' Sous.

Du côté décor : Originalité de Moretti (Apprentis-Sorciers).

Evénement de l'année: "L'Opéra de Quat'Sous".

La chose la plus ridicule: "Notre Credo" (Programme de "Deux femmes terribles") qui crache sur "le bourgeois" dont le TNM vit depuis dix ans et ceci à une page d'une annonce de gala à $25. le couple!

Une imposture: L'attribution d'un Prix Lescarbot par un groupe dont aucun membre n'avait vu jouer Jean Besré (Participation à 4 spectacles!) ce qui veut dire par des gens qui vont rarement au théâtre!

Et enfin, au music hall: Consécration de Pauline Julien et de Gilles Vignault.

Ce qui n'est pas si mal pour une année!

★

CINEMA

UNE VERITE NOUVELLE

Michel Patenaude

"LE CINEMA TOUT ENTIER, écrit Pierre Billard dans *Cinéma 61*, traverse une crise de *scopophilie*. C'est la caractéristique la plus évidente et la plus constante d'un certain cinéma d'aujourd'hui. Une caractéristique qui marque une nouvelle étape des rapports à la fois passionnés et orageux que le cinéma entretient avec la réalité."

Les cinéastes "scopophiles", dont parle Billard, ne sont pas de vulgaires *Peeping Tom*. En France ils s'appellent Jean Rouch; en Amérique, Richard Leacock; au Canada, Michel Brault ou Gilles Groulx. Leur ambition commune, à quelques nuances près, est de reproduire dans leurs oeuvres la vérité de la vie quotidienne; pour définir leur travail, on parle de cinéma-vérité (sans oublier le trait-d'union, afin qu'aucune équivoque ne demeure possible). Ces hommes tentent d'entrer dans l'intimité de l'être humain, de s'approcher de lui pour recevoir ses confidences. Utilisant un équipement souple, ils créent des conditions qui permettent aux personnes de s'exprimer librement et de dévoiler leurs façons de vivre. L'expérience qu'ils tentent se rapproche davantage de l'expérience de l'amitié que de celle du *voyeurisme*.

Le cinéma-vérité a ses partisants effrénés. Ceux-ci n'admettent plus comme valable que cette seule forme de cinéma, art de l'avenir, disent-ils, expression totale et objective de l'homme. Pour eux, *Chronique d'un été* de Jean Rouch est une bible; l'expérience intime livrée par une dizaine de personnes dans ce film représente pour certains la révélation la plus spectaculaire qu'ait donnée l'art contemporain; l'homme s'y met à nu, ne montrant plus seulement les apparences de la vie mais révélant les secrets du coeur même de cette vie.

J'avoue ne pas être très touché par les déclarations enthousiastes de Jean Rouch. Son oeuvre, avant *Chronique d'un été*, m'intéressait beaucoup cependant. Dans *Moi un Noir* et dans *La Pyramide humaine*, Rouch utilisait ses méthodes de prospection pour mettre en lumière des problèmes collectifs: la vie des Noirs de Treichville dans le premier et le problème racial dans le second. A travers la pensée de quelques individus apprivoisés, pourrait-on dire, par la caméra, Rouch présentait une situation d'ensemble ou un problème général capable d'intéresser le spectateur.

Le premier reproche que j'adresserais à *Chronique d'un été* (et à d'autres films qui suivent la même voie), c'est de ne s'en tenir qu'à la vérité individuelle. La vie d'un homme publique nous intéresse dans la mesure ou elle peut avoir des répercussions sur un domaine plus général; la vie d'un inconnu, dans la mesure où elle peut être exemplaire (dans quelque sens que ce soit). Les "personnages" de *Chronique d'un été* ne sont là que pour eux-mêmes: ils racontent leur histoire et s'en vont. Le spectateur ne sait pas ce qui leur est arrivé avant le film, il n'a pas non plus à se soucier de ce qui leur arrivera après le film. La sympathie que l'on éprouve pour des personnes ne se fonde pas sur des contacts aussi minimes: cette sympathie existe à cause d'une connaissance profonde des êtres avec lesquels on vit. En art, cette connaissance qui dans la vie est le résultat de contacts fréquents est remplacée par la synthèse que l'artiste opère. *Chronique d'un été* me semble manquer sur ce point: le spectateur pour communiquer avec les "personnages" ne peut s'appuyer que sur des bribes de connaissance, ces bribes ne formant pas une synthèse.

Pierre Billard, pourtant un fervent défenseur de Jean Rouch, souligne ce qui me paraît être la faiblesse majeure de *Chronique d'un été*. "Ces êtres, écrit-il, qui vivent leur vie devant la caméra vivent une vie particulière qui est celle qu'ils souhaitent voir reproduire par le film. Celui-ci n'a donc valeur de témoignage qu'au second degré: nous savons comment certaines personnes se racontent vraiment, se regardent vraiment vivre." Il y a ici une équivoque à dissiper: il est à peu près impossible pour une personne de se raconter objectivement devant une caméra: on aura toujours tendance à *donner une image* de soi, la déformation étant d'autant plus grande que le cinéaste voudra aller plus loin dans l'intimité des êtres. Si cette déformation est peu importante lorsqu'il est question de la crise du logement, elle parait énorme lorsque la jeune italienne parle de sa vie sexuelle; on ne pourra jamais empêcher les gens de confondre franchise et exhibition.

Ces deux remarques qui touchent *Chroniques d'un été* valent pour toute une tendance du cinéma actuel. Les oeuvres de cinéma-vérité sont peu nombreuses, les auteurs étant par ailleurs fort fertiles en déclarations. C'est peut-être surtout ces déclarations qui sont ici visées. Je ne voudrais pas minimiser l'importance d'oeuvres comme *Primary* de Richard Leacock ou *Golden Gloves* de Gilles Groulx. Le cinéma-vérité est peut-être plus menacé dans les intentions des cinéastes que dans les oeuvres véritables qu'il a données.

★



Action, aventure et succès sont à vous dans l'Aviation

Vous êtes jeune, en santé, et vous rêvez d'une vie remplie d'imprévus, où votre entrain, votre énergie, votre ardeur auront libre cours dans l'exécution d'une tâche importante, qui vous donnera satisfaction. Action, aventure et succès sont à vous, si vous devenez pilote ou navigateur au service de l'Aviation royale du Canada. Vous pouvez faire partie de l'Equipe imposante de l'aviation, si vous êtes âgé de 17 à 24 ans et si vous possédez une douzième année scientifique ou l'équivalent.

UNE NOUVELLE SÉRIE DE COURS COMMENCERA BIENTÔT



Venez consulter l'officier d'orientation de l'A.R.C.

"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication."

AU MAITRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à:
CITE LIBRE, C. P. 10, Montréal 34.

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

Cossette & Fils Ltée